

# **Résister et construire, une nouvelle page du communisme**

TEXTE ALTERNATIF AU PROJET DE BASE COMMUNE

# RÉSUMÉ

Dans les convulsions d'une crise de civilisation, un monde nouveau se cherche, émancipé de l'exploitation capitaliste et de toutes les dominations. Notre peuple affronte la tourmente avec une économie affaiblie et un régime politique en crise.

Pour affronter ces périls, il faut un Parti communiste à la hauteur.

Prenons appui dans la crise sur les ferments révolutionnaires : des mutations mettent en cause la civilisation capitaliste et libérale mais la crise systémique s'approfondit car la vieille logique du capital persiste. La crise du capitalisme est, en même temps, celle de l'impérialisme des Etats-Unis, bousculé par les BRICS et par la montée du « Sud global ». Portons dès à présent une bataille pour une mondialisation de paix et de coopération et pour une refondation de l'Union européenne.

Nous avons une boussole : la lutte contre le capital pour construire une autre civilisation, le communisme. Ce chemin passe par un état de la société marqué de traits du communisme, dont la cohérence sera celle d'une transition socialiste vers un dépassement du capitalisme.

Nous proposons des axes de batailles immédiates : pour mettre l'emploi au cœur de la transformation sociale, pour une nouvelle expansion des services et du secteur publics, avec de nouvelles nationalisations, pour mettre la santé et la Sécurité sociale au cœur de notre action, pour une refonte écologique et culturelle des productions et des consommations. Par la conquête de droits et libertés nouvelles, de pouvoirs sur les moyens financiers, pour un nouveau type de démocratie autogestionnaire dans la cité et l'entreprise. Nous y trouverons la force d'émanciper la société et l'économie de la dictature des marchés financiers.

Il faut rassembler le salariat et toutes celles et ceux dont le capital écrase les vies. Cela exige un apport communiste pour fonder l'unité à gauche sur un projet crédible parce que suffisamment audacieux pour s'attaquer à la racine de la crise - le pouvoir du capital et sa logique.

Dans les batailles électorales de 2027, le moyen de sortir de l'impasse politique est de rendre présent un projet communiste et de politiser les luttes sociales. Sur la base de cette bataille, menée par une candidate ou un candidat communiste, et du débat public, nous pourrions décider, en conférence nationale en janvier-février 2027, de la stratégie la plus efficace pour barrer la route au RN et ouvrir la perspective d'un programme de gauche porté par une majorité parlementaire où les communistes auraient toute leur place.

En somme, nous voulons poursuivre et élargir l'ambition du 38<sup>e</sup> congrès, auquel nous avons apporté une contribution décisive.

Or un décalage profond et croissant s'est creusé entre les orientations et engagements pris et leur traduction dans l'orientation suivie effectivement, dans l'activité politique comme dans la vie de notre parti. La base commune proposée par le Conseil national confirme cet abandon stratégique.

En proposant cet autre texte, nous prenons nos responsabilités face au danger que courrait le Parti à poursuivre sur la voie actuelle.

Le 40<sup>e</sup> congrès doit être un moment de réflexion collective, ouverte.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, notre société a besoin d'un parti qui réfléchit collectivement, avec des commissions en apport à l'élaboration politique collective ; une formation dynamisée jusqu'à recréer une école ; un parti organisé pour agir dans la société et dans les institutions : agir à l'entreprise, en première ligne contre le capital, agir du local au mondial. Nous voulons faire reculer le patriarcat, mener la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, contre le racisme, contre toutes les dominations, agir avec la jeunesse dans son autonomie.

C'est le moment d'évaluer ce qui a été fait depuis le précédent congrès, d'activer une réflexion sur le PCF et les institutions, au service du développement et de la convergence des luttes sociales et sociétales, de donner pour premier objectif à nos instances d'animer l'action et la réflexion collective, et de revoir notre communication. Pour tout cela, la question des finances et des moyens du parti est décisive et doit être l'affaire de tous les communistes.

En plus des batailles de société, le congrès s'engagerait pour quatre batailles précises (austérité-budget, Fonds pour les services publics, Sécurité sociale, changer la mondialisation) et deux dispositifs de veille et de lutte pour une nouvelle industrialisation (aides publiques aux entreprises, riposte aux suppressions d'emploi).

# Table des matières

Pour un Parti qui agit et réfléchit collectivement.....	107
Introduction .....	108
<b>Un bilan.....</b>	<b>108</b>
<b>1. Dans la crise, les ferments d’une transformation révolutionnaire de la civilisation .....</b>	<b>111</b>
<b>1.1 Des mutations qui mettent radicalement en cause la civilisation capitaliste et libérale .....</b>	<b>111</b>
<b>1.2 Une crise systémique du capitalisme.....</b>	<b>112</b>
<b>1.3 Face à l’affrontement généralisé, luttons, du Sud au Nord et avec les BRICS, pour construire une autre mondialisation .....</b>	<b>113</b>
<b>1.3.1 Une crise du capitalisme et de l’impérialisme des États-Unis .....</b>	<b>113</b>
<b>1.3.2 La guerre commerciale est une guerre à toute la société .....</b>	<b>114</b>
<b>1.3.3 La France particulièrement exposée .....</b>	<b>114</b>
<b>1.3.4 De nouvelles règles, institutions et outils internationaux pour une tout autre mondialisation.....</b>	<b>114</b>
<b>1.3.5 Refonder l’Union européenne .....</b>	<b>115</b>
<b>1.3.6 Des exigences immédiates pour refonder les relations internationales.....</b>	<b>116</b>
<b>1.4 Le projet communiste et la transition socialiste vers une nouvelle civilisation.....</b>	<b>117</b>
<b>2. Des axes de batailles immédiates et structurantes .....</b>	<b>119</b>
<b>2.1 Des objectifs sociaux et écologiques transformateurs .....</b>	<b>119</b>
<b>2.1.1 L’emploi au cœur de la transformation sociale : notre proposition de sécurité d’emploi et de formation .....</b>	<b>119</b>
<b>2.1.2 Une nouvelle expansion des services et du secteur publics.....</b>	<b>119</b>
<b>2.1.3 Mettre la santé et la Sécurité sociale au cœur du projet et de l’action des communistes.....</b>	<b>120</b>
<b>2.1.4 Une refonte écologique et culturelle de la production et de la consommation.....</b>	<b>121</b>
<b>2.2 Des pouvoirs, droits et libertés nouveaux.....</b>	<b>122</b>
<b>2.3 Des moyens financiers .....</b>	<b>122</b>
<b>2.3.1 Émanciper société et économie des marchés financiers .....</b>	<b>122</b>
<b>3. Rassembler pour gagner la bataille contre le capital .....</b>	<b>124</b>
<b>3.1 Rassembler le salariat et, avec lui, toutes celles et tous ceux dont le capital écrase les vies et compromet l’avenir .....</b>	<b>124</b>
<b>3.2 Un apport communiste pour fonder l’unité à gauche sur un projet transformateur.....</b>	<b>125</b>
<b>3.4 Affirmer la présence du projet communiste dans les batailles électorales de 2027.....</b>	<b>126</b>
<b>4. Faire du PCF le parti révolutionnaire dont notre société a besoin au XXI<sup>e</sup> siècle .....</b>	<b>127</b>
<b>4.1 Un parti qui réfléchit collectivement.....</b>	<b>127</b>
<b>4.1.1 Des commissions en apport à l’élaboration politique .....</b>	<b>127</b>
<b>4.1.2 La formation .....</b>	<b>128</b>
<b>4.2 Un parti organisé pour agir dans la société et dans les institutions .....</b>	<b>128</b>
<b>4.2.1 Agir à l’entreprise, en première ligne contre le capital .....</b>	<b>128</b>
<b>4.3 Agir contre le capital, du local au mondial .....</b>	<b>129</b>
<b>4.3.1 Féminisme et lutte contre les violences sexistes et sexuelles.....</b>	<b>129</b>
<b>4.3.2 Jeunesse .....</b>	<b>130</b>
<b>4.4 Le PCF et les institutions .....</b>	<b>130</b>
<b>4.5 Des instances pour animer l’action collective.....</b>	<b>130</b>
<b>4.6 Communication .....</b>	<b>131</b>
<b>4.7 Finances, moyens .....</b>	<b>131</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>132</b>
<b>Signataires .....</b>	<b>133</b>

1 « *Si on veut obtenir quelque chose*  
 2 *que l'on n'a jamais eu,*  
 3 *il faut tenter quelque chose*  
 4 *que l'on n'a jamais fait* »

5 **Pour affronter les périls qui montent, jusqu'au risque existentiel pour l'humanité, discerner les potentialités qui naissent dans les convulsions d'une civilisation capitaliste et libérale en crise profonde, et ouvrir un chemin révolutionnaire, nous avons besoin d'un parti communiste qui soit à la hauteur des défis, du point de vue de l'analyse, de la stratégie et de l'action.**

10 C'était l'ambition du 38<sup>e</sup> congrès, auquel nous avons apporté une contribution décisive.

11 Or un décalage profond et croissant s'est creusé entre les orientations et engagements qui  
 12 avaient été pris et leur traduction concrète dans l'orientation suivie effectivement, dans l'ac-  
 13 tivité politique comme dans la vie réelle de notre parti. La base commune proposée par le  
 14 Conseil national des 28 et 29 mars confirme cet abandon stratégique.

15 C'est avec regret que nous avons dû nous résoudre à en proposer une autre, c'est en mesurant  
 16 le sens de nos responsabilités que nous alertons sur le danger que courrait le parti commu-  
 17 niste à poursuivre sur la voie actuelle.

18 Le 40<sup>e</sup> congrès doit être un moment de réflexion collective et ouverte,

19 ✖ où l'on interroge la stratégie actuelle, essentiellement tournée vers des choix électoraux ;

20 ✖ où l'on se demande si l'ambition révolutionnaire du XXI<sup>e</sup> siècle - dépasser le capitalisme,  
 21 du local au mondial, en passant par la France et l'Europe - est correctement représentée par  
 22 une formule tournée vers le passé, le « socialisme aux couleurs de la France » ;

23 ✖ où l'on renoue avec l'analyse marxiste des contradictions qui travaillent la civilisation  
 24 contemporaine, avec la prise en compte des novations marxistes adoptées par le PCF pour  
 25 s'attaquer à la domination du capital, base de l'analyse de classe, mise en cause par les révo-  
 26 lutions écologique, informationnelle, monétaire, militaire, anthropologique ;

27 ✖ où nous nous rassemblons autour d'un projet communiste faisant du « libre développe-  
 28 ment de chacun.e » la condition du « libre développement de tou.te.s », seul capable, avec  
 29 la construction d'un socialisme de liberté et d'émancipation autogestionnaire, de relever  
 30 le défi d'une crise systémique dont l'aggravation met la société et le monde au bord de l'ex-  
 31 plosion ou de l'effondrement ;

32 ✖ où nous construisons une stratégie pour donner à notre peuple la force de s'opposer avec  
 33 succès à l'arrivée possible de l'extrême-droite au pouvoir.

34 C'est dans le débat éclairé, sans faux-fuyants, sans pression ni chantage, que nous parvien-  
 35 drons ensemble à donner le cap pour que le Parti communiste soit plus que jamais com-  
 36 muniste. C'est ainsi que collectivement nous pourrions dépasser les tensions et les divisions,  
 37 entretenues par les ambiguïtés, les zig-zags et la confusion.

38 Le « sigle » PCF est sorti de l'effacement, mais nous demeurons fort peu visibles et lisibles en  
 39 termes d'idées, de propositions, de contenus et de projet de transformation radicale. Il est en  
 40 de même pour notre identification par la population, ou pour la construction du rassemble-  
 41 ment. Cela s'est d'ailleurs traduit dans le contenu et le résultat de nos campagnes électorales,  
 42 que ce soit à l'occasion de la présidentielle ou, de manière encore plus significative, lors des  
 43 élections européennes. De cela, aucun bilan n'a été dressé, aucun enseignement n'a été tiré !

# Pour un Parti qui agit et réfléchit collectivement

1  
2  
3 Un premier objectif est vital : développer notre vie démocratique interne, pour un parti qui  
4 pense et agit collectivement. En ce sens, nous devons interroger nos modes de fonction-  
5 nement, d'organisation et de direction qui sont marqués, au plan national, par une dérive  
6 présidentiale. En six ans, notre vie démocratique n'a pas connu les évolutions qu'il était  
7 pourtant urgent d'engager pour impliquer collectivement les adhérents et les responsables  
8 du Parti dans les prises de décisions à tous les niveaux. Il aura manqué de ce point de vue  
9 un travail réel sur le parti et une volonté d'aboutir. Rien de significatif dans le texte de base  
10 commune proposé par le CN ne permet d'entrevoir un changement de cap.

11 Deuxième objectif : une action du Parti communiste fondée sur une visée claire et précise,  
12 qui assoie notre présence politique dans le pays sur des objectifs bien identifiés. Le Parti com-  
13 muniste doit être le parti de l'action politique de terrain. Il doit être le parti des luttes. Parce  
14 qu'il les soutient. Mais aussi parce qu'il participe à leur construction, qu'il les nourrit, en  
15 mettant en débat nos propositions originales sur l'emploi, l'utilisation de l'argent, ou pour un  
16 renouveau démocratique, de l'entreprise à la cité. Il doit être ainsi le parti qui donne du sens  
17 et de la perspective à ce qui bouge dans la société, avec une analyse marxiste réappropriée par  
18 l'ensemble des communistes. Il nous faut être déterminés à expérimenter les luttes le plus  
19 loin possible, jusqu'à des victoires significatives.

20 Troisième objectif, s'engager avec lucidité et détermination dans la bataille de la prochaine  
21 présidentielle avec un.e candidat.e communiste qui porte une alternative donnant à voir une  
22 transformation sociale assez profonde pour aller jusqu'au dépassement du système capita-  
23 liste et libéral, sans rêver de répondre aux attentes de notre peuple en se contentant d'amé-  
24 nager l'ordre existant ou en revenant à des expériences passées qui ont d'ailleurs été en échec  
25 et dont il faut tirer les leçons pour le combat révolutionnaire. Au moment où la menace de  
26 l'extrême-droite se fait de plus en plus pressante mais où notre peuple possède, dans ses pro-  
27 fondeurs, la capacité de lui résister, il est indispensable d'articuler nos options radicales avec  
28 un travail pour des éléments communs incontournables de programme de rassemblement  
29 à gauche. C'est d'une telle candidature que le pays a besoin. Un.e candidat.e qui aura pour  
30 objectif, avec l'ensemble des communistes, de faire bouger les idées dans le pays, et singulière-  
31 ment à gauche, particulièrement sur les questions fondamentales sur lesquelles la gauche  
32 échoue depuis 1983, à savoir l'utilisation de l'argent, la question cruciale des entreprises et  
33 des pouvoirs à conquérir pour leur faire jouer un rôle nouveau dans l'économie et la société,  
34 la démocratie, la mondialisation et l'Europe.

35 Engager le Parti sur cette voie constitue, pensons-nous, le moyen de le rassembler, de re-  
36 construire l'indispensable unité des communistes. Une unité qui ne soit pas de façade ou de  
37 circonstances mais qui repose sur du concret. Et quoi de mieux que de la cimenter autour  
38 de contenus et d'objectifs politiques répondant aux immenses défis de la période, redonnant  
39 ainsi confiance et espoir en un vrai changement politique en France, en Europe et dans le  
40 monde. Nos statuts étant ce qu'ils sont, nous avons expérimenté lors de la préparation du  
41 38<sup>e</sup> congrès à quel point le texte alternatif d'alors, *Manifeste pour un parti communiste du XXI<sup>e</sup>*  
42 *siècle* dans lequel nombre d'initiateurs du présent texte s'étaient impliqués, avait permis un  
43 riche débat démocratique, avec la participation de très nombreux communistes, et débouché  
44 sur une forte unité du parti. Nous voulons renouer avec cette perspective alors que la base  
45 commune proposée lui tourne le dos et que d'autres textes se tournent soit vers une dilution  
46 renouvelée, soit vers le passé.

47 En cela, cette proposition de base commune ne se veut pas un texte de plus pour se compter  
48 ou pour se singulariser mais un outil de débat et de construction mis au service de toutes et  
49 de tous les communistes pour qu'à l'issue de notre 40<sup>e</sup> congrès nous sortions collectivement  
50 armés pour mener l'indispensable bataille de conquêtes nouvelles : ni électoralisme suiviste  
51 d'une autre force politique, ni électoralisme isolationniste remballant les idées-forces com-  
52 munistes, ni retour vers un passé mythifié, peuplé de mots magiques. Un projet pour les défis  
53 d'un XXI<sup>e</sup> siècle déjà bien engagé, au premier rang desquels : faire prédominer le développe-  
54 ment de toutes les capacités humaines et du vivant, par la coopération, le partage des moyens  
55 et des pouvoirs, de la France jusqu'au monde, en passant par l'Europe et les Sud, contre la  
56 domination du capital sur nos vies et sur la planète.

1

# Introduction

2 L'impérialisme américain porte les guerres partout, embrase le Proche-Orient. Il fait peser  
3 sur toute la planète la menace d'une destruction massive. Où nous entraînent le carnage sur  
4 le front ukrainien depuis la tentative d'invasion par la Russie, le génocide perpétré en toute  
5 impunité contre le peuple palestinien, l'agression tous azimuts de l'administration Trump,  
6 le suivisme, dans une course frénétique au surarmement, des dirigeants allemands, britan-  
7 niques et français ? Multipliant les pressions commerciales, déployant des revendications  
8 territoriales, ne se souciant pas des ravages écologiques du capitalisme, Trump saborde le  
9 multilatéralisme et le droit international dans une fuite en avant pour consolider une hégé-  
10 monie en crise et de plus en plus contestée.

11 Son agressivité vient de loin, de la crise systémique où la civilisation capitaliste et libérale  
12 occidentale dominant le monde entier se débat depuis un demi-siècle. L'humanité est-elle  
13 encore en état de relever le défi climatique ? L'intelligence artificielle va-t-elle tuer l'intelli-  
14 gence tout court ? Peut-on en finir avec la pauvreté, le chômage de masse, la précarité, l'in-  
15 suffisance de formation ? Quand s'arrêtera l'asphyxie financière de nos services publics et de  
16 notre protection sociale ?

17 Dans cette crise, une nouvelle civilisation de toute l'humanité se cherche, émancipée de l'ex-  
18 ploitation capitaliste et de toutes les dominations. Comment contribuer à l'irruption des  
19 peuples pour imposer son avènement ?

20 Notre peuple affronte la tourmente avec une économie affaiblie et un régime politique en crise.  
21 Des « gilets jaunes » au mouvement qui a rassemblé des millions de nos concitoyennes et conci-  
22 toyens contre la réforme des retraites, les luttes des soignant.e.s et jusque dans les luttes d'au-  
23 jourd'hui dans l'industrie et les services, la résistance sociale a fait la preuve de sa vitalité. Mais,  
24 en l'absence d'alternative politique crédible, elle peine à endiguer les assauts de Macron et du  
25 patronat contre l'emploi, contre la Sécurité sociale et contre les services publics.

26 La perte de confiance des citoyennes et citoyens dans les institutions représentatives et la dé-  
27 mocratie délégataire témoignent de ce que l'État de la Cinquième République est lui-même  
28 en crise profonde. Une forte aspiration s'exprime, dans toute la société, à dépasser les délé-  
29 gations de pouvoir constitutives du libéralisme, vers une démocratie autogestionnaire. Mais,  
30 faute d'une prise en compte de ces exigences, y compris à gauche, les colères et les angoisses  
31 nourrissent l'ascension d'une extrême-droite qui n'a rien renié de son héritage fasciste, pé-  
32 tainiste et colonialiste, et qui noue des collusions de plus en plus évidentes avec la droite  
33 traditionnelle. Pourtant, notre peuple a trouvé en lui-même des ressources, aux législatives de  
34 2024, pour barrer la route de Matignon à Bardella en imposant la constitution du Nouveau  
35 Front populaire et, aux dernières élections municipales, pour contenir jusqu'à un certain  
36 point la poussée du RN.

37 Il est donc possible de résister et, pour résister, de prendre le projet communiste comme bous-  
38 sole pour analyser les contradictions du monde contemporain et pour contribuer à l'action  
39 et au rassemblement de toutes ces forces dans l'action contre la domination du capital et le  
40 néolibéralisme.

41 Notre Parti sera-t-il à la hauteur des périls et des moyens à mobiliser pour les conjurer ? Notre  
42 quarantième congrès doit regarder en face les rendez-vous que nous avons partiellement/  
43 finalement manqués depuis les deux précédents congrès, et en tirer les conséquences dans la  
44 bataille d'idées, dans nos choix stratégiques et dans la vie de notre organisation.

## 45 **Un bilan**

46 Depuis le 39<sup>e</sup> congrès, tout se passe comme si l'ambition d'une transformation radicale de la  
47 société, qui est la raison d'être du Parti communiste, était mise de côté au nom d'une straté-  
48 gie visant avant tout à la préservation de positions électorales dans le cadre d'une Vème Ré-  
49 publique en état avancé de pourrissement. Or cette stratégie a rencontré des échecs répétés.

50 Ainsi, au lieu de mettre en avant notre projet pour des retraites dignes du XXI<sup>e</sup> siècle, le  
51 discours officiel du Parti s'est rallié à la seule revendication du retrait de l'augmentation  
52 de la durée des cotisations. Au nom de l'unité du mouvement, cette posture a au contraire

1 mis notre discours en contradiction avec la revendication phare de la retraite à 60 ans à  
 2 taux plein, pourtant portée jusqu'au bout par la CGT. Elle a laissé perdurer les craintes sur  
 3 le financement du système, inhibant la lutte au lieu de porter audacieusement nos proposi-  
 4 tions de réforme. Elle n'a pas contribué à mettre en échec le projet Macron, ni à déjouer les  
 5 manœuvres du pouvoir lorsqu'il a présenté le report partiel de la réforme comme une façon  
 6 de satisfaire les attentes populaires.

7 Plus problématique encore, la sécurité d'emploi ou de formation, proposition centrale, au  
 8 cœur de notre projet de société, pour le dépassement du marché du travail et pour en finir  
 9 graduellement avec le chômage et la précarité, a été l'angle mort d'une campagne prévue sur  
 10 l'emploi et sur notre projet communiste en lien avec les luttes, que les communistes ne sont  
 11 pas appropriée, dès lors qu'elle devenait une campagne affirmant simplement le besoin d'in-  
 12 dustrie et de services publics. Au lieu de faire valoir la radicalité et le réalisme du projet com-  
 13 muniste, seul à avoir l'audace de s'attaquer au capital jusque dans ses principaux bastions, les  
 14 entreprises et les banques.

15 De fait, malgré les dispositions prises depuis le 38<sup>e</sup> congrès pour redonner un élan à l'im-  
 16 plantation du PCF sur les lieux de travail, notre présence dans les entreprises continue de se  
 17 heurter à des difficultés liées à l'absence d'une prise en compte de cet objectif comme enjeu  
 18 central de notre action politique.

19 Cette action a en effet été focalisée comme jamais auparavant sur les campagnes électorales.  
 20 Mais les résultats n'ont pas été à la hauteur de l'exceptionnelle énergie militante que les com-  
 21 munistes y ont déployée.

22 En 2024, la campagne des européennes est restée polarisée sur la « souveraineté de la France »,  
 23 réduite à l'État au risque de nous faire confondre avec les « souverainistes », en rupture par  
 24 rapport à nos choix de congrès pour une construction européenne porteuse des intérêts com-  
 25 muns des peuples européens face aux défis sociaux, climatiques et démocratiques. La propo-  
 26 sition concrète d'un « Fonds européen de développement des services publics » financé par la  
 27 BCE, pourtant inscrite dans les textes du 39<sup>e</sup> congrès et de notre « Conférence européenne »  
 28 n'a pas été portée médiatiquement, pas plus que nos propositions sur l'OMC et le FMI pour  
 29 résister à l'hégémonie états-unienne aux côtés du Sud global avec cette grande idée novatrice  
 30 d'une monnaie commune mondiale de coopération alternative au dollar. Le résultat final de  
 31 l'élection a cruellement mis en lumière l'échec de ces options. Plus que jamais, les principes  
 32 de coopération et un internationalisme pratique, fait de luttes communes, doivent fonder  
 33 nos engagements.

34 Quelques constats et enseignements des élections municipales qui viennent d'avoir lieu.

35 Trois constats, d'abord. Le premier constat, c'est l'importance de l'abstention, particulière-  
 36 ment pour une élection municipale. Elle montre l'approfondissement de la crise politique et  
 37 de la démocratie représentative. Le second constat, c'est la grande diversité des situations.  
 38 Le troisième constat, c'est la montée de l'extrême-droite, et une porosité nouvelle entre son  
 39 électorat et celui de la droite.

40 Un enseignement important de ces élections, à ce stade, est que nous sommes capables de  
 41 résister à la montée du RN. Nous et la gauche. A partir d'une union dans la clarté.

42 Mais, second enseignement, le poids de la gauche est insuffisant électoralement et insuffi-  
 43 sant en termes de clarté de contenu.

44 Les campagnes et batailles locales ont été de bonne qualité, avec un engagement intense des  
 45 militants communistes.

46 Mais il y a de grandes questions nationales qui taraudent la population. Elles jouent un rôle  
 47 important dans les consciences. Et à juste titre. Au premier rang desquelles le budget natio-  
 48 nal d'austérité renforcée, sa traduction sur les politiques publiques locales, et la question des  
 49 retraites. Il fallait porter la contestation, alliée à des propositions alternatives crédibles parce  
 50 que fortes, identifiables, communistes.

51 Une telle bataille nationale a manqué. Une ligne de lutte et d'alternative est une façon de  
 52 mobiliser les énergies, mais c'est aussi notre conception des communes : des mairies et des  
 53 élus de lutte.

54 Alors, il a été dit « certains ont nationalisé l'élection », comme un reproche. Cela dépend de  
 55 ce qu'on entend par là. Il fallait, en parallèle de la campagne de qualité, menée par les com-  
 56 munistes et par nos candidats, une bataille nationale politique sur le fond :

- 1 ✘ austérité, communes et besoins sociaux,
- 2 ✘ la grande question de l'emploi, avec au cœur le rôle des entreprises et de l'utilisation de
- 3 l'argent,
- 4 ✘ le besoin d'alternative sur les pouvoirs, et de conquête de nouveaux pouvoirs.
- 5 Au total, la direction nationale avait la responsabilité d'aider à déverrouiller la chape de
- 6 plomb qui pèse dans les consciences sur les responsabilités de la situation (nourrissant la dé-
- 7 signation de boucs émissaires) et sur la question des moyens financiers comme des pouvoirs
- 8 nouveaux à conquérir si l'on veut répondre aux exigences sociales populaires.
- 9 Cette contestation contre l'austérité et ce lien aux questions des moyens financiers et des
- 10 pouvoirs a grandement manqué, et nous devons nous interroger sur ce qu'il convient de faire
- 11 pour qu'elle devienne une priorité dans notre activité nationale et dans la bataille d'idées que
- 12 nous menons.

## 1.

# Dans la crise, les ferments d'une transformation révolutionnaire de la civilisation

## 1.1 Des mutations qui mettent radicalement en cause la civilisation capitaliste et libérale

La révolution technologique informationnelle est une transformation profonde. Elle prend racine au sein même du capitalisme et elle est le fruit de l'inventivité humaine, comme hier la révolution industrielle naissait dans les limbes de la société féodale puis d'Ancien régime. Avec elle une nouvelle efficacité économique, fondée sur le développement des capacités humaines et sur le partage des informations, devient nécessaire et possible. Bien qu'elle soit distordue et récupérée par le capitalisme et les multinationales monopolistes informationnelles, ses principes s'opposent sur le fond à ceux du capitalisme qui sont de donner la priorité au développement du capital et à l'appropriation monopoliste. Cette révolution technologique pose ainsi avec une acuité nouvelle l'affrontement de classe du capital contre les capacités humaines qui devient un affrontement du capital contre toute la société.

La révolution démographique, avec l'allongement de la durée de la vie et les besoins de santé, d'autonomie et de dignité associés, la possibilité pour les femmes de maîtriser la procréation, les nouvelles relations qui s'instaurent dans les couples et dans les familles, est porteuse de libertés nouvelles. Mais le capitalisme l'utilise pour marchandiser l'ensemble des temps de la vie, au travail et hors travail. La baisse de la natalité, au-delà de nouveaux choix de vie, est avant tout le produit de politiques d'austérité, du chômage, de la précarité, de désastres écologiques et de perspectives guerrières, qui empêchent le plus grand nombre de se projeter dans l'avenir, et qui pèsent particulièrement sur les femmes en limitant leur autonomie, leurs droits reproductifs et leur possibilité de choisir librement si et quand devenir mères.

Enfin, l'humanité a aujourd'hui le pouvoir d'agir sur l'ensemble de sa niche écologique : la planète. C'est l'anthropocène. Or, l'exigence d'expansion du capital met radicalement en cause notre environnement, l'écologie, et met en danger l'espèce humaine elle-même.

Dans les convulsions de cette crise, les luttes sociales et écologiques, le féminisme et son ampleur mondiale, les mouvements pour l'égalité de genres, le refus de l'assignation à une identité ou à un rôle social, la volonté de changer le travail et d'émancipation, la mise en cause des délégations de pouvoir, les mouvements anticolonialistes et antiracistes au Nord, la puissance montante des BRICS, l'épouvante qu'inspirent à l'impérialisme américain les succès spectaculaires de la Chine, au milieu des énormes contradictions nées de son propre développement, l'aspiration à la paix, à un monde commun traduisent, de façon contradictoire et incertaine, la recherche d'un autre avenir que celui où nous enfermerait le pourrissement de la civilisation capitaliste et libérale. Ces luttes et aspirations sont des points d'appui et des leviers formidables pour changer la société dans un sens révolutionnaire. Quels que soient les efforts des multinationales pour préserver les monopoles informationnels sur lesquels elles ont assis leur rentabilité, les innovations techniques, toutes liées aux moyens radicalement nouveaux de manipuler les informations, créent les bases matérielles et technologiques d'une civilisation dont le moteur ne serait plus l'accumulation du capital matériel et financier, mais un développement insoupçonné et continu de toutes les capacités humaines. Il y a ainsi besoin d'un tout autre type de développement des forces productives. Mais les rapports sociaux fondés sur le capital entrent en conflit avec ce besoin et maintiennent leur régulation par le taux de profit. Cela confère une actualité radicale au combat de classe.

## 1 1.2 Une crise systémique du capitalisme

2 « Depuis les années 1970, le capitalisme fait face à une crise systémique non résolue qui ré-  
3 sulte de la suraccumulation du capital. Au lieu de répondre aux exigences de développement  
4 des capacités humaines de la révolution informationnelle, le système en a fait un moyen  
5 de renforcement des monopoles, du capital et de nouveaux types de multinationales (...) La  
6 masse croissante du capital matériel et financier suraccumulé réclame un taux de profit tou-  
7 jours plus élevé. D'où l'acharnement à prélever une part accrue des richesses produites par  
8 le travail humain et à brider les dépenses humaines, sociales et de services publics, ce qui  
9 renforce les difficultés », écrivions-nous au 39<sup>e</sup> congrès.

10 Dans cette nouvelle étape de la crise systémique du capitalisme monopoliste d'État (CME),  
11 transformé par la financiarisation, la globalisation capitaliste et la révolution informa-  
12 tionnelle, les emplois non pourvus et les pénuries de qualifications vont de pair avec la pénurie  
13 de services publics. L'insuffisance criante des salaires, du pouvoir d'achat, de la demande  
14 solvable coexiste avec une désindustrialisation qui s'accélère. La prétendue « politique de  
15 l'offre » détruit en réalité l'offre, la production, car elle n'est qu'une politique du profit.

16 Notre dépendance aux services informationnels étatsuniens est à peine moindre que notre  
17 dépendance industrielle. Quant à notre souveraineté alimentaire, elle est grandement mena-  
18 cée et notre tissu économique agro-alimentaire est en crise profonde.

19 Au total, l'oligarchie financière ne parvient à rentabiliser une masse de capitaux accumulés  
20 depuis des décennies qu'au prix d'une débauche d'aides publiques, d'une concurrence coupe-  
21 gorge pour monopoliser informations, ressources humaines et matérielles, et au prix d'une  
22 fuite en avant dans la financiarisation, les délocalisations, le néo-colonialisme et l'économie  
23 de guerre.

24 Ainsi, l'alliance entre l'État et le capital, dont un aspect - la masse accrue des aides publiques  
25 aux entreprises - a commencé à être mis en lumière, présente des caractéristiques nouvelles  
26 qu'il convient de réexaminer.

27 Il n'y a pas eu recul quantitatif de l'intervention économique de l'État, mais crise de celle-ci  
28 puis transformation de sa nature. Elle est à présent de plus en plus soumise aux impératifs  
29 du seul capital, des profits et de la baisse du coût du travail. Complément « social » : des  
30 mesurées sectorielles et de soutien aux plus pauvres... financées par les couches moyennes  
31 salariées, et non par le capital.

32 Subventions, exonérations de cotisations sociales, exonérations d'impôts (notamment pour  
33 le capital financier), prises de participations publiques en capital, utilisation intensive de la  
34 création monétaire au bénéfice des marchés financiers, mise en concurrence tous azimuts,  
35 commande publique d'armements. L'intervention de l'État s'est aussi repositionnée pour des  
36 compromis avec le capital et les multinationales qui, elles, dépassent les frontières nationales.  
37 Au nom de « l'attractivité » les capitaux étrangers pénètrent notre économie et rachètent ca-  
38 pacités productives et technologies, et les multinationales à base française peuvent ainsi conti-  
39 nuer à investir à l'étranger, tout particulièrement aux États-Unis. Surgissent ainsi, à présent, de  
40 nouveaux enjeux de souveraineté et de morcellement des chaînes d'activité et de valeur.

41 Imposer une tout autre intervention publique, mais aussi des pouvoirs démocratiques nou-  
42 veaux dans les entreprises et les territoires peut être rassembleur. C'est un enjeu de classe qui  
43 mûrit dans la crise.

44 Les multinationales (GAFAM, pharmacie, pétrole...) tirent parti du gain de coût que permet  
45 le partage des coûts informationnels (RD, brevets, ...) au sein de leur réseau privé de filiales.  
46 Mais elles construisent et étendent ces réseaux au prix de rachats financiers qui dépassent  
47 largement ces gains. Elles se protègent contre des prises de contrôle par une fuite en avant  
48 dans la surévaluation et la capitalisation boursière. Ce partage monopoliste crée une nouvelle  
49 contradiction qui alimente une crise profonde d'efficacité, voire de sens. Au contraire, la  
50 révolution informationnelle appelle un plein partage des coûts et des utilisations, jusqu'au  
51 niveau du monde. Il serait facteur d'une efficacité démultipliée, sans les cercles vicieux de  
52 l'accumulation financière. La révolution informationnelle exige donc, pour sa pleine effica-  
53 cité, de révolutionner la mondialisation.

## 1 **1.3 Face à l'affrontement généralisé, luttons, du Sud au Nord** 2 **et avec les BRICS, pour construire une autre mondialisation**

3 Les menaces s'accumulent, mais aussi les potentiels et ressources pour y répondre. Le monde  
4 est à un tournant. Il s'agit de relever des défis communs. Pour cela il faut mettre en commun  
5 les forces de l'humanité, afin de développer en priorité les capacités humaines, l'emploi, la for-  
6 mation, les services publics et une nouvelle industrialisation, avec des protections sociales et  
7 écologiques. Cela demande une bataille internationaliste effective, à construire, allant au-delà  
8 des nécessaires actions de solidarité internationale. Elle a à affronter la domination du capital  
9 dans le monde et les institutions néolibérales de l'impérialisme américain, au premier rang  
10 desquelles le dollar.

11 La crise capitaliste appelle en effet un autre ordre du monde, de co-développement pour  
12 l'ensemble de l'humanité, des institutions internationales profondément transformées, un  
13 nouveau type de coopérations et une intervention démocratique des travailleurs et travail-  
14 leuses à tous les niveaux sur les choix stratégiques des entreprises et l'utilisation de l'argent,  
15 une culture de paix.

16 Mais nous ne sommes pas encore passés à un autre ordre du monde. Les convulsions peuvent  
17 durer. Crise n'est pas solutions. Celles-ci se cherchent.

18 Face à la fuite en avant vers encore plus de libre-échange, et la soumission au dollar, monte  
19 l'idée d'y répondre par le protectionnisme, le nationalisme, le souverainisme. De convaincre  
20 les peuples que la guerre, sous ses différentes formes (militaire, économique, de civilisation)  
21 serait inévitable, qu'elle serait une solution.

22 L'enjeu est au contraire celui d'une tout autre mondialisation, une mondialisation de partage  
23 et de co-développement pour et par toute l'humanité, c'est-à-dire une véritable globalisation  
24 des ressources, démocratique et à portée des peuples, de leur intervention démocratique.

### 25 **1.3.1 Une crise du capitalisme et de l'impérialisme des États-Unis**

26 La domination des États-Unis repose sur quatre piliers, le dollar, la technologie, un certain  
27 contrôle des institutions internationales (dont le Fonds Monétaire International), la puis-  
28 sance militaire. Les multinationales US en sont l'expression. L'impérialisme américain en  
29 crise cherche une configuration nouvelle, plus monopoliste encore, comme on le voit avec  
30 les décisions de Trump. Mais celles-ci prennent leurs racines dans la crise d'une économie  
31 mondiale dominée par les grandes multinationales américaines et la logique du capital,  
32 profondément déstabilisées par la suraccumulation dans la nouvelle phase de la révolution  
33 informationnelle (hausse des profits, des inégalités, besoins décuplés de capitaux...), par la  
34 fragilisation de la base sociale populaire de la classe dominante américaine, par la montée  
35 des BRICS, singulièrement de la Chine, par le changement climatique et les défis environne-  
36 mentaux existentiels de l'humanité.

37 Pour endiguer son déclin et sauvegarder les intérêts de son capital, l'impérialisme étatsunien  
38 tente de faire payer au reste du monde le prix de ses choix désastreux. Trump cherche à  
39 sauver le dollar pour maintenir l'hégémonie américaine sur l'économie mondiale et l'extra-  
40 territorialité du droit américain dont les Français savent, notamment depuis la vente d'Als-  
41 tom-nucléaire à General Electric, à quel point elle est mortifère. Le dollar est un obstacle au  
42 développement des nations et des économies. De nombreux pays, en particulier au Sud, l'ont  
43 bien compris et tentent de s'en émanciper.

44 Tout cela entraîne la recherche d'une nouvelle phase de l'impérialisme, et tout particuliè-  
45 rement d'une nouvelle phase de la relation entre l'État de l'impérialisme le plus puissant  
46 - les États-Unis - et le capital en général. Le grand capital étatsunien recherche un système  
47 impérialiste bien plus unipolaire et recentré sur les États-Unis qu'auparavant. La réaction  
48 des différents dirigeants de l'Union Européenne est essentiellement munichoise et conser-  
49 vatrice. Elle consiste à capituler, à renforcer le dogme libre-échangiste et à collaborer. Dans  
50 une fuite en avant militariste et fédéraliste, les dirigeants européens tendent encore plus à  
51 se comporter en simples alliés de Washington pour exploiter et imposer la règle du jeu des  
52 États-Unis au reste du monde. C'est le comportement typique du « colonisé intermédiaire ».  
53 C'est une forme de néo-collaborationnisme économique, dans un système impérialiste où les  
54 États membres de l'Union Européenne, voire l'UE elle-même, cherchent à jouer un rôle de  
55 sous-impérialisme néo-colonial, particulièrement la France en Afrique.

1 Ce choix néocolonial et de l'alignement sur l'impérialisme doit être combattu. Il appelle une  
 2 rupture nette et la construction d'une politique internationale fondée sur la souveraineté des  
 3 peuples, la coopération et la paix. Ni libre-échangeisme et soumission au dollar, promue tout  
 4 particulièrement par les dirigeants de l'UE, ni protectionnisme nationaliste ou souverainisme,  
 5 ne sont des issues. Ces deux impasses accentuent la guerre économique et les guerres tout court.  
 6 Nous sommes en faveur de protections et de promotions, écologiques et sociales, maîtrisées par  
 7 les travailleur.se.s et les populations. Dans ces batailles, la recherche d'actions communes et de  
 8 convergences avec le mouvement des BRICS, dans un sens progressiste, est cruciale.

### 9 **1.3.2 La guerre commerciale est une guerre à toute la société**

10 L'intensification de l'affrontement économique planétaire conduit à une récession mondiale  
 11 et accroît les risques de krach financier. Dans plusieurs pays, dont la France, elle accélère la  
 12 crise industrielle, les plans de licenciements, elle entretient une stagnation des salaires. Elle  
 13 conduit les gouvernements à annoncer de nouvelles coupes dans les dépenses publiques. Ainsi,  
 14 les travailleurs de tous les pays sont les premiers à payer le prix de cette politique. Mais c'est  
 15 aussi l'austérité pour les services publics et la protection sociale. C'est pourquoi le PCF affirme  
 16 que la guerre commerciale est avant tout une guerre du grand capital contre toute la société.

### 17 **1.3.3 La France particulièrement exposée**

18 La France est dépendante en termes de matières premières, de marchés et de technologies.  
 19 Mais le pouvoir politique national comme les actionnaires s'enferment dans l'impératif de  
 20 rentabilité avec comme seule variable d'ajustement les salaires. Notre pays subit, comme ses  
 21 voisins, les conséquences calamiteuses des dogmes néolibéraux sur lesquels a été construite  
 22 l'Union européenne, conduisant à la subordination de cette dernière à l'impérialisme états-  
 23 unien, à l'inexistence de protections véritables des économies et des industries de nombreux  
 24 pays, au refus d'implication stratégique de l'État dans l'appui aux capacités humaines, fac-  
 25 teur clé de la création de richesses et de la transformation productive et énergétique.

### 26 **1.3.4 De nouvelles règles, institutions et outils internationaux** 27 **pour une tout autre mondialisation**

28 Pour répondre à l'offensive de Donald Trump, l'enjeu central est de donner la priorité au dé-  
 29 veloppement des capacités humaines qui font la richesse des pays.

30 Plus précisément, pour cela, il faut de nouvelles règles, mais aussi de nouvelles institutions et  
 31 outils pour mettre en pratique les principes de paix, de partage et de co-développement. Elles  
 32 peuvent se rassembler dans cinq axes de propositions.

33 **Des protections sociales et écologiques**, qui visent des contenus (par exemple le développe-  
 34 ment de l'emploi des deux côtés et la diminution commune des gaz à effet de serre), et non  
 35 du protectionnisme, qui lui vise des pays en tant que tels. Elles combindraient des **taxations**,  
 36 lorsqu'on ne respecte pas ces règles, mais aussi des **incitations positives** à se développer et à  
 37 atteindre des normes sociales et environnementales, avec des fonds financés en partie par le  
 38 produit des taxations. Ces fonds seraient gérés démocratiquement avec la participation de  
 39 représentants des travailleurs des pays concernés, pour développer en commun les différents  
 40 pays parties-prenantes.

41 **Des traités de maîtrise du commerce et des investissements** conçus pour favoriser le déve-  
 42 loppement de l'emploi et des biens communs (santé, éducation, climat, ...), alors que la visée  
 43 actuelle est de faire le maximum d'échanges et d'investissement international. Avec ces nou-  
 44 veaux traités internationaux de commerce et d'investissement, les échanges internationaux  
 45 se feraient dans la mesure où ils apportent une contribution mutuelle au développement de  
 46 l'emploi et des biens communs.

47 Cela concerne bien sûr nos relations avec les pays du Sud, ou d'autres pays développés comme  
 48 le Canada. Mais aussi l'intra-UE, donc une remise à plat progressive des traités européens, à  
 49 commencer par instaurer le principe de coopération (au lieu de la concurrence libre et non  
 50 faussée) et, pour les aides publiques, des critères sociaux, écologiques et d'équilibre géogra-  
 51 phique intra-UE. Cela combine nouveaux débouchés, nouveau contenu et développement.

52 **Une monnaie mondiale, véritablement commune**, de développement des biens communs,  
 53 de l'emploi et des services publics. Elle peut être développée à partir des droits de tirage spé-

1 ciaux (DTS) existants et en engageant une réforme profonde du FMI (droits de votes, poids  
 2 des monnaies dans les DTS, critères d'attribution des DTS, relation avec l'ONU et le Pro-  
 3 gramme des Nations-Unies pour l'Environnement), dans la lignée de ce qui est proposé par  
 4 l'Appel de Belém. La création monétaire de DTS serait affectée aux banques centrales des  
 5 pays à taux très bas, si celles-ci financent le développement des services publics (y compris la  
 6 protection sociale) et pour le crédit aux investissements des entreprises à taux d'autant plus  
 7 bas que ceux-ci programment et développent des emplois et des réductions de gaz à effets  
 8 de serre (GES). Cela permettrait « d'avalier », par un développement sain du PIB, les dettes  
 9 publiques, dont celle des États-Unis qui est la plus massive du monde (32 000 milliards de  
 10 dollars, plus de 133 % de leur PIB).

11 **Une refonte des institutions internationales**, à commencer par l'ONU, dont il faut suppri-  
 12 mer le droit de veto des 5 membres permanents du conseil de sécurité, pour un multilaté-  
 13 ralisme de notre temps. Il faut aussi réformer profondément le FMI. Placé sous l'autorité de  
 14 l'ONU, il aura pour mission de promouvoir les biens communs de l'humanité et son dévelop-  
 15 pement social, économique et environnemental. Il faut enfin transformer l'OMC (organisa-  
 16 tion mondiale du commerce) en organisation de maîtrise des échanges, des investissements  
 17 et de partage des technologies.

18 **La promotion de la paix et de la sécurité collective, dans l'esprit d'une culture de paix.** La  
 19 France doit sortir de l'OTAN, ne pas alimenter la course aux armements et contribuer au  
 20 désarmement global. Elle doit signer le TIAN (traité d'interdiction des armes nucléaires).  
 21 Elle doit s'engager pour une paix réelle en Ukraine, au lieu d'attiser le conflit dont les racines  
 22 remontent au moins à 2014, basée sur l'auto-détermination des peuples concernés, organisée  
 23 sous l'égide de l'ONU.

### 24 **1.3.5 Refonder l'Union européenne**

25 La crise de la construction européenne reflète la crise de la mondialisation et les contra-  
 26 dictions profondes du capitalisme en crise. Il faut en finir avec la construction européenne  
 27 actuelle conçue au service de la domination du capital, avec son principe de « concurrence  
 28 libre et non faussée », son soutien à l'OTAN et en son cœur la BCE soutenant les marchés  
 29 financiers, les multinationales et les grands capitaux monopolistes, et à présent l'économie  
 30 de guerre.

31 En contradiction profonde avec la promesse d'une Europe de coopération et d'unité des  
 32 peuples, on lui doit un chômage colossal, la désindustrialisation, l'agriculture familiale sacri-  
 33 fiée, la mise en cause des services publics et l'austérité généralisée, l'autoritarisme, le martyr  
 34 du peuple grec, une fragmentation entre le Nord et le Sud, des fractures internes à chaque  
 35 pays. Tout cela favorise la montée des populismes et de l'extrême droite, jusqu'à des positions  
 36 de pouvoir comme en Italie, une domination renforcée des États-Unis et du dollar. Il n'est  
 37 donc pas étonnant qu'elle concentre la colère populaire. Le statu quo n'est pas possible.

38 Si le PCF peut être fier d'être la seule force politique française à s'être opposée avec détermi-  
 39 nation à tous les traités d'intégration néolibérale à l'Union européenne, notre responsabilité  
 40 est de donner une perspective à cette colère.

41 Outre le domaine économique et social, nous voulons en finir avec d'autres tares fondamen-  
 42 tales de l'actuelle construction européenne.

43 C'est le cas des violations des règles de la démocratie et de la souveraineté populaire. Le fait  
 44 que l'UE se soit construite jusqu'ici à l'abri des peuples est au cœur du problème. Nous vou-  
 45 lons inverser cette logique en plaçant l'implication des citoyennes et citoyens au cœur de la  
 46 construction d'une autre Europe.

47 C'est aussi le cas en matière de politique extérieure. Nous agissons pour une Europe qui  
 48 rompt avec l'alignement docile de l'UE sur les politiques irresponsables et dangereuses des  
 49 États-Unis ou d'Israël. Plus généralement, au lieu d'une UE qui pousse les feux de la mon-  
 50 dialisation capitaliste et qui s'abstient de toute initiative susceptible de contrer le désordre  
 51 mondial, nous voulons une Union qui use de son poids et de son influence pour faire émer-  
 52 ger, avec tous les alliés qui le souhaitent, de nouvelles règles dans les relations internationales,  
 53 plus justes, plus démocratiques, plus pacifiques.

54 C'est enfin le cas avec la question de l'accueil des migrants : l'Europe que nous voulons doit  
 55 tourner le dos à l'Europe-forteresse. Il est en particulier indispensable de remettre en cause le  
 56 Pacte européen sur la migration et l'asile adopté en 2024.

1 Il est plus crucial que jamais de faire de notre analyse le bien commun de tous les com-  
 2 munistes, comme une base de réflexion collective susceptible de mises à jour régulières. Un  
 3 choix a prévalu depuis plusieurs congrès : transformer radicalement l'Union européenne et  
 4 ses traités ; agir pour une refondation de la construction européenne avec des propositions  
 5 alternatives. Mais comment y parvenir dans le cadre de traités établis pour la mondialisation  
 6 capitaliste ? Comment ouvrir sans attendre des brèches contre ces traités et leur logique ?  
 7 Comment faire grandir l'exigence d'un autre type de construction européenne solidaire,  
 8 respectueuse des peuples et des nations, contre le projet capitaliste, libéral et fédéraliste et  
 9 contre la montée des replis nationalistes et xénophobes ?

10 Nos conceptions d'une « Union de nations et de peuples libres, souverains et associés », d'une  
 11 « nouvelle construction européenne à géométrie choisie », parce que nos peuples en ont besoin  
 12 pour relever des défis communs, au lieu du fédéralisme qui sert le néolibéralisme et la finance,  
 13 méritent d'être encore explicitées. Il en va de même de ses développements sur les fondements  
 14 d'une Europe démocratique ; sur notre conception des obligations en matière de libertés, de  
 15 droits fondamentaux, d'égalité des genres ; sur les transformations à opérer dans l'UE.

16 Il s'agit de se situer sur le terrain européen en tenant compte de l'existant et de se saisir de  
 17 l'aspiration à une construction européenne, tout en considérant que le terrain national est  
 18 fondamental et que ce sont bien les exigences du capital qui modèlent la construction euro-  
 19 péenne. Pour nous, ces terrains sont pertinents pour la lutte des classes.

20 Nous entendons développer l'« Europe sociale » et écologique comme le cœur de la construc-  
 21 tion européenne. L'Europe financière et monétaire doit être à son service. Une autre concep-  
 22 tion du rôle de la BCE est décisive : une BCE pour un essor des services publics et de l'em-  
 23 ploi, avec notre proposition majeure de création d'un « Fonds de développement social et  
 24 écologique européen » et celle d'une nouvelle sélectivité de la politique monétaire selon des  
 25 critères d'efficacité sociale et écologique est un enjeu particulièrement actuel

26 La bataille pour « changer l'Europe » doit être menée sur les fronts social, démocratique, éco-  
 27 nomique, écologique et politique avec des propositions radicales et réalistes. C'est seulement  
 28 ainsi que nous réussirons à faire refluer les forces d'extrême droite qui aujourd'hui arrivent  
 29 jusqu'à occuper des positions de pouvoir, notamment en Italie. Des dizaines de millions  
 30 d'Européen-ne-s véritablement progressistes sont conscient-es à juste titre du besoin d'une  
 31 construction européenne commune face à la montée des extrêmes-droites, d'une mutualisa-  
 32 tion face au péril écologique, à la montée des pressions internationales, de la crise financière,  
 33 face au dumping fiscal et à l'écrasement social. Nous voulons nous appuyer sur leurs aspira-  
 34 tions et sur la protestation populaire pour construire une résistance porteuse d'alternative.  
 35 Les luttes sociales et politiques, l'action des partis communistes et progressistes européens,  
 36 du PGE (Parti de la gauche européenne) et des élu-e-s au Parlement européen, peuvent être un  
 37 appui pour modifier les rapports de forces dans une perspective de changements profonds.

38 En Europe, le PCF travaille ardemment à l'unité entre forces communistes, de gauche, orga-  
 39 nisations progressistes et écologistes, sur le fond comme dans l'action. Notre parti entretient  
 40 des relations bilatérales et multilatérales fructueuses pour les combats communs de toutes  
 41 celles et ceux qui font face tant à l'UE du capital qu'au retour du fascisme. Il est à l'origine  
 42 de la GUE-NGL (Gauche unie européenne-Gauche verte nordique) au Parlement européen,  
 43 du PGE et du Forum européen des forces progressistes. Il a vocation à renforcer ces coopéra-  
 44 tions, avec tous les partis qui partagent l'essentiel de ses analyses et de ses visées politiques.

45 Battons-nous en France, en Europe, avec les forces progressistes, les partis communistes, les  
 46 peuples, pour changer l'Europe, pour une autre mondialisation. L'Europe doit « pivoter » vers  
 47 le Sud global. Elle doit être un partenaire de se qui se joue de progressiste et d'anti-impéria-  
 48 liste dans le mouvement des BRICS.

### 49 **1.3.6 Des exigences immédiates pour refonder les relations internationales**

50 Il faut continuer et amplifier nos campagnes de solidarité internationale (Cuba, Gaza,...).

51 La bataille pour la paix doit prendre une autre ampleur et la direction nationale élue par le  
 52 congrès prend l'engagement d'organiser une manifestation nationale pour la paix, dans des  
 53 conditions à déterminer.

54 La lutte politique pour comprendre et résoudre les causes des migrations subies, voire  
 55 contraintes, et pour aller vers une liberté de circulation et de migration est un enjeu de so-  
 56 lidarité internationale, à mener en commun avec les forces progressistes des pays d'origine.

1 La France doit mettre ses forces en commun avec les nations et les peuples d'Europe et du  
2 monde pour atteindre les objectifs de développement durable de l'ONU et relever les grands  
3 défis de l'humanité : pauvreté, emploi, inégalités, climat, biens communs, services publics.

4 Nous devons engager un travail politique et de masse, en cohérence avec nos forces militantes,  
5 médiatiques, nos élus, pour que des exigences internationales de fond se fassent jour en fran-  
6 chissent un seuil qualitatif et quantitatif. Cela exige aussi de construire des revendications  
7 communes sur ces points avec les partis communistes et mouvements progressistes du monde.

8 Le PCF engagera trois batailles internationales de fond :

9 ✖ pour la coopération des pôles publics bancaires et financiers nationaux existant dans l'UE  
10 pour financer à bas taux le développement des services publics, jusqu'à un Fonds européen  
11 solidaire ; pour assigner des critères d'efficacité sociale et écologique à la politique moné-  
12 taire de la Banque centrale européenne ; pour modifier le droit européen sur les marchés  
13 publics et rendre obligatoire des critères sociaux, environnementaux et géographiques ;

14 ✖ contre le Mercosur, sa mise en œuvre immédiate et pour une négociation de la France  
15 et de l'UE avec les pays du Sud global (Afrique, Asie, Amérique latine), dont les BRICS  
16 (Chine, Brésil en particulier), afin d'instaurer des traités de maîtrise des échanges et inves-  
17 tissement internationaux pour le développement de l'emploi et des biens communs (santé,  
18 environnement...);

19 ✖ pour l'ouverture d'une conférence financière et monétaire mondiale de financement des  
20 biens communs et des dettes publiques par une monnaie mondiale véritablement com-  
21 mune, pour sortir du système dollar, dans la poursuite de l'Appel de Belém Financement de  
22 la transition écologique : changer pour faire face aux défis climatiques.

## 23 **1.4 Le projet communiste et la transition** 24 **socialiste vers une nouvelle civilisation**

25 La crise de la civilisation capitaliste et libérale est si profonde qu'elle appelle à révolutionner  
26 tous ses aspects.

27 En finir avec l'exploitation capitaliste, c'est répondre à la crise de suraccumulation du capital  
28 en faisant prévaloir, contre la dictature de rentabilité qui épuise les êtres humains et la na-  
29 ture, une nouvelle efficacité fondée sur le développement de toutes les capacités humaines.

30 Être à la pointe de tous les combats pour l'égalité et contre toutes les dominations, c'est ré-  
31 pondre aux aspirations montantes dans la société à un dépassement des délégations de pou-  
32 voir constitutives du libéralisme.

33 Le communisme est ainsi à la fois le but d'une civilisation nouvelle, et le chemin qui y  
34 conduit.

35 Sur ce chemin, il faut surmonter un obstacle, la domination du capital.

36 C'est l'enjeu des luttes à mener, dès à présent, pour dépasser le marché du travail capitaliste qui  
37 réduit la force de travail humaine à une marchandise, en construisant une sécurité d'emploi  
38 et de formation tout le long de la vie de chacun.e ; pour développer une nouvelle efficacité des  
39 productions avec des critères écologiques et sociaux alternatifs à ceux de la rentabilité ; pour  
40 prendre au capital son pouvoir sur l'utilisation de l'argent en imprimant une nouvelle orienta-  
41 tion au crédit bancaire et à la création monétaire ; pour construire une nouvelle mondialisation  
42 de paix et de coopération.

43 C'est ainsi que se construira concrètement une appropriation sociale, du local au mondial,  
44 des moyens de production, d'échange et de financement, concrétisant dans de nouvelles ins-  
45 titutions un pouvoir autogestionnaire des travailleurs dans l'entreprise, un pouvoir décentra-  
46 lisé des citoyens sur les entreprises, inaugurant une planification d'un type profondément  
47 nouveau, des services publics transformés et prenant une place centrale, une démocratie  
48 nouvelle, d'intervention et de participation, des libertés étendues dans tous les domaines,  
49 une priorité aux capacités humaines, au vivant et au partage.

50 Cette société qui a sa cohérence, où les institutions mondiales ont pour moyens et mission de  
51 développer les biens communs et la paix, mais où persistent encore les frontières nationales,  
52 les États, la monnaie, etc. nous l'appelons un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle, autogestionnaire et  
53 de liberté.

1 Dans cette perspective, la conquête d'une participation au pouvoir d'État à l'échelon  
 2 n'est pas le point de départ d'un processus révolutionnaire. Elle ne peut être que le résultat  
 3 d'un rassemblement majoritaire de notre peuple qui sanctionne des rapports de forces issus  
 4 d'une jonction entre des idées et des luttes sociales et politiques, les unes et les autres de  
 5 portée révolutionnaire.

6 Dès lors, l'exercice du pouvoir d'État n'est pas davantage un but en soi. Il sert à favoriser la  
 7 prise de pouvoir directe, autogestionnaire, des travailleurs et des citoyens sur l'utilisation  
 8 de l'argent et sur les décisions politiques et économiques que cette prise de pouvoir rend  
 9 possible.

10 « Pousser jusqu'au bout » le mouvement révolutionnaire issu des Lumières et du mouvement  
 11 ouvrier, c'est entendre ces nouvelles générations qui n'en peuvent plus des délégations de  
 12 pouvoir, au patronat dans l'entreprise, à des représentants de plus en plus décredibilisés par  
 13 la crise dans la cité.

14 C'est donc répondre à la crise de l'État en s'appuyant sur les contradictions qui le traversent,  
 15 pour dépasser ces délégations de pouvoir par une prise de pouvoir directe des citoyens, des  
 16 travailleurs : c'est cela le communisme, depuis Marx et Engels, et de façon encore bien plus  
 17 actuelle aujourd'hui. Le travail collectif des communistes a permis de proposer des modalités  
 18 concrètes de cette transition socialiste et de sa cohérence avec le but final, une société commu-  
 19 niste : de nouvelles institutions instaurant une combinaison tout à fait inédite entre autoges-  
 20 tion et planification, avec en leur cœur le développement de nouveaux services publics qui ne  
 21 sont pas l'État mais qui peuvent être, en quelque sorte, une modalité du dépassement de l'État.

22 Pousser jusqu'au bout le mouvement révolutionnaire, c'est aussi passer de « principes » abstraits  
 23 fondamentaux, comme la liberté ou le droit au travail, à leur mise en œuvre effective. C'est  
 24 donc ouvrir des pouvoirs nouveaux sur les moyens de rendre effectifs ces principes : moyens  
 25 financiers, juridiques, culturels, intervention dans la gestion des entreprises, services publics.

26 Enfin, il faut une République internationaliste en actes, dont l'action internationale, les ins-  
 27 titutions et les instruments de coopération se placent en permanence sous le contrôle des  
 28 travailleurs.es et des citoyen.nes. En particulier, dès aujourd'hui, les résidents étrangers hors  
 29 UE doivent avoir le droit de vote aux élections municipales.

30 Le développement de nouveaux services publics, placés sous la maîtrise de leurs usagers et de  
 31 leurs agents, est un enjeu central. Il répond aux besoins immédiats et contribue à la construc-  
 32 tion d'une société axée sur la promotion des biens communs, au-delà du marché et de l'État.

# 2.

## Des axes de batailles immédiates et structurantes

Démocratie, travail, emploi, salaires, marché du travail, services publics, biens communs et développement humain, rôle de l'entreprise et de la production, pouvoirs, institutions politiques, finance et mondialisation : tels sont les chantiers du communisme que nous devons investir immédiatement en nous aidant de la cohérence d'une transition socialiste vers une nouvelle civilisation. Il s'agit, au total, d'avancer en pratique en rassemblant largement, malgré les conflits inévitables, les contradictions, les compromis et les incertitudes dans une construction qui puisse changer réellement la société et qui aide à prendre conscience des enjeux, des blocages et du besoin d'une cohérence entre objectifs socio-écologiques transformateurs, moyens financiers et pouvoirs nouveaux.

### 2.1 Des objectifs sociaux et écologiques transformateurs

#### 2.1.1 L'emploi au cœur de la transformation sociale : notre proposition de sécurité d'emploi et de formation

Le chômage, la précarité, les emplois abêtissants et vides de sens ne sont pas des fatalités. Prenant appui sur l'aspiration partagée à une formation et à une mobilité choisie, à un travail utile et qui ait du sens, comme sur la nécessité pour la société d'élever le niveau de formation et de qualification pour répondre aux besoins d'efficacité, de souplesse et d'adaptabilité de la production moderne, nous voulons avancer vers une sécurité d'emploi et de formation permettant à chacune et chacun de conjuguer mobilité choisie et sécurité accrue de ses revenus et de ses droits. Ce système pleinement réalisé permettrait de supprimer le chômage, de révolutionner le contenu du travail, de commencer à dépasser l'opposition travail-hors travail, tout en répondant au besoin de souplesse, de progrès, d'adaptabilité et d'efficacité nouvelle de la production moderne. Il ouvre la voie à une égalisation vers le haut, et à une nouvelle organisation des temps de la vie, donnant à toutes et tous plus de temps pour se former, plus de temps à consacrer à sa famille, plus de temps pour la vie sociale, culturelle et de loisirs. Il permet ainsi de créer les conditions pour un dépassement des clivages de classe, mais aussi de genre, de génération, d'origine géographique.

Progresser dans sa construction est inséparable de la défense et de la promotion d'un nouveau service public de l'emploi et de la formation et d'une protection sociale efficace parce que financée à partir des richesses créées dans les entreprises. Des éléments essentiels d'avancées immédiates vers ce projet ont déjà fait l'objet d'une proposition de loi des députés communistes.

La culture et l'émancipation humaine sont au cœur de ce projet. Plus celui-ci va se développer, plus il va appeler à une nouvelle culture, à un dépassement des anciennes cloisons, de classe, de genre, de génération, entre nations, plus il va nécessiter la participation de chacune et chacun aux activités culturelles et créatrices.

#### 2.1.2 Une nouvelle expansion des services et du secteur publics

Les services publics doivent être une pierre angulaire d'une nouvelle civilisation, de la construction d'une nouvelle citoyenneté et de la promotion de biens communs dans tous les domaines. Il s'agit de contester la domination de l'Union européenne par le marché et la concurrence aveugle, pour promouvoir un système de coopération où les services publics rénovés et de nouvelles entreprises publiques joueraient un rôle décisif d'entraînement.

De nouveaux services publics doivent être créés, comme pour la petite enfance et le grand âge, d'autres doivent être profondément transformés et leurs missions refondées, tels celui de l'emploi, d'autres encore doivent être considérablement développés, comme la santé, l'édu-

1 cation, la recherche, l'enseignement supérieur, l'énergie, l'eau, les transports, l'écologie, la  
 2 culture. Ils doivent tous être profondément démocratisés et changer leurs relations tant avec  
 3 les agents qui y travaillent qu'avec les usagers.

4 Il est indispensable de promouvoir des entreprises publiques dans les secteurs de la produc-  
 5 tion et des services, visant à entraîner l'ensemble de l'économie en faveur d'une réponse ef-  
 6 ficace aux besoins populaires et la sécurisation de l'emploi et de la formation. Cela implique  
 7 des nationalisations nouvelles, ayant pour objet une transformation profonde des gestions  
 8 avec de nouveaux critères, une barrière efficace à l'entrée des capitaux privés, des finan-  
 9 cements émancipés des marchés financiers, des pouvoirs d'intervention des salariés et de  
 10 concertation avec les usagers, des coopérations très nombreuses et intimes en France, en  
 11 Europe, dans le monde.

### 12 **2.1.3 Mettre la santé et la Sécurité sociale au cœur** 13 **du projet et de l'action des communistes**

14 La santé est une préoccupation majeure de toutes les couches de la population : dégradation  
 15 constante et pernicieuse de l'hôpital public, aggravation de l'accès aux soins avec la générali-  
 16 sation des déserts médicaux, tant ruraux que péri-urbains, augmentation des reste-à-charge,  
 17 avec notamment les décisions iniques du gouvernement d'augmenter les forfaits par décret,  
 18 généralisation des dépassements d'honoraires. Conjointement nous voyons l'emprise gran-  
 19 dissante du privé dans toute la sphère de la santé et du médico-social, à travers la « préférence  
 20 » des responsables de la majorité macroniste, à travers les ARS, pour octroyer, ici des finance-  
 21 ments, là des autorisations, et injonction au public de se regrouper !

22 La sphère du service public de la santé et celle de la protection sociale se rétrécissent comme  
 23 « peau de chagrin » pendant que les grands groupes financiers investissent à tour de bras dans  
 24 la santé comme dans la protection sociale.

25 Le gouvernement de Macron veille, toujours et encore, à favoriser leur implication, en s'atta-  
 26 quant plus avant aux dépenses publiques pour la santé, au budget de la Sécurité sociale. Deux  
 27 projets d'envergure sont en préparation, notamment le glissement de l'Assurance maladie  
 28 obligatoire vers les complémentaires santé, et la fusion entre le budget de la Sécurité sociale  
 29 et celui de l'État : deux projets chéris par le patronat !

30 Si nous constatons des difficultés de compréhension de la part des usager.e.s, sur le fondement  
 31 de notre système hospitalier financé par la Sécurité sociale et, au-delà, de notre système de  
 32 santé, il devient incompréhensible que notre parti ne se saisisse pas de cette profonde inquié-  
 33 tude populaire quant à la difficulté croissante de pouvoir simplement se soigner, d'être pris en  
 34 charge correctement (en maternité, aux urgences, en psychiatrie... !) de la naissance à la mort.

35 Notre silence actuel serait-il résignation devant la gravité de la crise sanitaire ?

36 Pouvons-nous nous contenter d'une modeste soirée, à l'occasion du 80ème anniversaire de  
 37 la Sécurité sociale et « passer à autre chose », sans aucune perspective de bataille politique  
 38 structurée ?

39 Pourtant, les potentialités ne manquent pas : pas un jour sans une action locale pour préser-  
 40 ver, ici un service d'urgence, là une maternité, et plus prégnante encore la mobilisation des  
 41 professionnel.le.s de la psychiatrie

42 Les syndicats, les associations, forces vives des mobilisations, représentent bien le socle sou-  
 43 haité du rassemblement populaire que nous appelons de nos vœux depuis tant d'années.

44 Notre Parti est le seul à porter de véritables propositions de reconstruction d'un système de  
 45 santé public, en lien avec cette magnifique avancée qu'a été la Sécurité sociale et que le capital  
 46 veut détruire.

47 Faire vivre notre proposition de 100 % santé Sécu, aujourd'hui reprise par le mouvement  
 48 syndical et social, c'est donner à voir un projet progressiste et émancipateur pour toutes et  
 49 tous, contre la paupérisation du plus grand nombre et la financiarisation de toute la protec-  
 50 tion sociale. Ce projet comporte la création d'un pôle public du médicament afin de réduire  
 51 la dépendance aux thérapies innovantes, importées à 95%. Leur besoin, exponentiel, exige  
 52 le développement de la recherche médicale, de leur production, pour garantir leur accès à  
 53 tous les patients concernés. Il sera créé à partir des services publics existants (Établissement  
 54 Français du Sang, AP-HP...).

1 Alors que les tenants du capital veulent faire de la Sécurité sociale un simple « filet de sé-  
 2 curité », face aux aléas du marché (et non des aléas de la vie !), les communistes doivent se  
 3 saisir de la Sécu pour en faire un axe essentiel d'un développement socialement efficace et  
 4 d'un nouveau type de croissance. Notre originalité, et pertinence politique basées sur nos  
 5 propositions de financement développant la cotisation sociale (contribution des revenus fi-  
 6 nanciers des entreprises, modulation à la hausse du taux de cotisation patronale selon la  
 7 politique d'emploi et de formation de l'entreprise), permettant la suppression de la CSG et  
 8 des exonérations de cotisation sociale, nous distinguent des approches socio-démocrates des  
 9 autres forces de gauches. Elles sont, intrinsèquement le ciment d'un rassemblement authen-  
 10 tiquement révolutionnaire pour inverser le cours des choses !

11 Cette approche politique qui devrait être la nôtre et qui redimensionne toute notre concep-  
 12 tion des besoins sociaux, en l'occurrence la santé, est indissociable d'un acharnement à toute  
 13 épreuve pour faire vivre la démocratie sociale.

14 Au-delà de la bataille à organiser pour le retour à des élections à des conseils d'administra-  
 15 tion élargis, il s'agit de faire vivre la démocratie, à partir de l'expression des besoins, dans les  
 16 territoires, les départements, les régions et faire corps avec les aspirations, les attentes des  
 17 usager.es- citoyen.ne.s, les syndicats, les professionnel.le.s. C'est un type nouveau de société à  
 18 donner à voir, à partir de l'intervention agissante des premier.e.s intéressé.e.s.

#### 19 **2.1.4 Une refonte écologique et culturelle** 20 **de la production et de la consommation**

21 La nature devrait être un bien commun de l'humanité tout entière au lieu d'être marchan-  
 22 disée, voire parfois privatisée. L'enjeu écologique renforce nos combats. Bien loin de les dé-  
 23 centrer, il les élargit. Il confirme qu'il faut vraiment changer le mode de production et de  
 24 consommation, qu'il faut une véritable révolution. Il faut une révolution dans les rapports  
 25 sociaux de production, jusqu'aux techniques de production, une révolution de la répartition  
 26 et de la consommation, et une révolution des pouvoirs et de la culture.

27 L'effondrement industriel de notre pays, à moins de 10 % du PIB fin 2024, avec les fermetures  
 28 d'entreprises et les licenciements économiques qui se poursuivent, pose un grave problème  
 29 de production de valeur ajoutée sur le territoire national. Une nouvelle industrialisation de  
 30 notre pays est nécessaire pour en finir avec l'appauvrissement de ses habitants, de leurs ser-  
 31 vices publics et de la Sécurité Sociale, pour faire face à l'urgence climatique et pour résister  
 32 efficacement aux pressions des impérialismes, des multinationales et des marchés financiers.  
 33 Elle mobilisera le potentiel de la révolution informationnelle, aujourd'hui perverti par les mul-  
 34 tinationales, au service d'une nouvelle efficacité écologique et économique donnant la priorité  
 35 au développement de l'emploi et des qualifications. Elle reposera sur des droits d'intervention  
 36 nouveaux pour les populations et les salariés sur les choix de gestion, et sur l'utilisation des  
 37 leviers d'intervention publique à l'appui de nouveaux critères de production, d'embauches, de  
 38 recherche, d'investissements. Enfin, cela exige de s'appuyer sur une électricité à bas coût impli-  
 39 quant une révision profonde des obligations imposées à EDF, dont la politique de soutien aux  
 40 énergies renouvelables et le lien aux prix spéculatifs du marché européen.

41 Services publics et entreprises sont au cœur de l'enjeu écologique : service public de l'éco-  
 42 logie, mais aussi de la santé ou de la recherche ou du financement, mais aussi entreprises  
 43 productives industrielles, de commerce et de services, avec de nouveaux critères de gestion  
 44 (donc de production et de localisation), banques (avec de nouveaux critères d'investissement  
 45 et de financement). Nous pouvons faire converger des forces du « dedans » et du « dehors »  
 46 de l'entreprise, à partir du double enjeu social et écologique qui se rejoignent contre la domi-  
 47 nation du capital, les critères de rentabilité financière, l'austérité et le système de pouvoirs.  
 48 L'agriculture est un enjeu écologique tout aussi déterminant, elle qui, en outre, est de plus en  
 49 plus pénétrée par le capital, ses critères et le rapport salarial capitaliste.

50 De nouvelles conquêtes sociales et écologiques doivent être gagnées par des batailles concrètes  
 51 sur tous les sujets. C'est une bataille idéologique structurante, pour donner à voir la nouvelle  
 52 société que nous voulons construire. Le travail engagé avec le Plan Climat Empreinte 2050 doit  
 53 être poursuivi dans ce sens. De même, les avancées récentes des réflexions du Parti sur la place  
 54 de l'agriculture dans un projet de refonte écologique et sociale doivent être prises en compte.

## 1 **2.2 Des pouvoirs, droits et libertés nouveaux**

2 La conquête d'une égalité réelle pour toutes et tous, émancipée des origines assignées, des  
 3 discriminations liées à l'âge, au genre, à l'orientation sexuelle, à la catégorie sociale, à l'appa-  
 4 rence physique, au handicap, doit être instaurée et affirmée en donnant les mêmes droits à  
 5 chacune et à chacun, dans une égale dignité de participation et d'intervention. La politique  
 6 des boucs émissaires, des relégations territoriales, de l'incitation au racisme et de la stig-  
 7 matisation masque les vrais problèmes et les entretient. Cela appelle tout à la fois un effort  
 8 culturel, un effort démocratique, une justice réaffirmée, une autre police et un nouvel âge des  
 9 services publics. Par exemple, la défense d'un service public fort de la justice prud'homale est  
 10 un enjeu démocratique et social majeur. Les conseils de prud'hommes, historiquement élus,  
 11 assurent une justice proche des réalités du travail. La suppression des élections a affaibli leur  
 12 légitimité et éloigné les salarié·es de cet outil. Rétablir ces élections contribuerait à redonner  
 13 la parole au monde du travail et à renforcer la représentativité et la défense des droits face  
 14 aux employeurs.

15 La démocratie participative et d'intervention doit devenir un principe actif, un impératif  
 16 des politiques publiques, avec de réels moyens d'intervention directe des citoyennes et des  
 17 citoyens. Elle suppose la création de nouveaux pouvoirs, un essor considérable des libertés  
 18 et la conquête d'une égalité effective, en faisant en sorte que chacun dispose des moyens  
 19 nécessaires à son accomplissement. Le rôle des salarié·e·s dans l'entreprise et des populations  
 20 concernées doit prédominer, au lieu du monopole du capital et de ses représentants. Cet  
 21 enjeu est au cœur de la lutte de classes d'aujourd'hui. Il s'agit de transformer les gestions  
 22 d'entreprises pour leur faire assumer un but d'efficacité sociale, territoriale et écologique. Il  
 23 faut aussi de nouvelles institutions permettant l'intervention populaire à tous les niveaux  
 24 (des collectivités territoriales à l'État) pour une nouvelle République allant de pair avec une  
 25 nouvelle construction européenne.

26 Cela implique de permettre à toutes et tous de comprendre le monde pour le transformer,  
 27 de s'approprier des savoirs complexes et de construire une culture commune de haut niveau  
 28 grâce à des services publics de l'éducation, de la formation et de la culture renforcés et pro-  
 29 fondément transformés.

## 30 **2.3 Des moyens financiers**

### 31 **2.3.1 Émanciper société et économie des marchés financiers**

32 L'argent et la monnaie sont l'instrument majeur de la domination du capital sur l'économie  
 33 et la société. Un projet communiste doit promouvoir par la lutte un système de financement  
 34 radicalement différent. Les marchés financiers, les grands actionnaires et le grand patronat  
 35 imposent une logique de financement et de gestion qui soumet les entreprises à la domination  
 36 du capital. Pour imposer une tout autre logique, nous voulons prendre le pouvoir sur l'utili-  
 37 sation de l'argent des entreprises (profits), de l'État (fond publics), des banques (crédit), des  
 38 assurances (épargne). Au lieu de servir les profits, le coût du capital, l'évasion fiscale, cet argent  
 39 doit financer les investissements efficaces, l'emploi, la formation, la recherche, l'écologie, l'éga-  
 40 lité femmes-hommes, etc. Il doit aussi financer les services publics dans les territoires au lieu  
 41 de laisser la dette publique sous la coupe des marchés financiers. Cet axe de transformation  
 42 concerne tous les niveaux d'intervention : régional, national, européen et mondial.

43 Outre les fronts que les luttes et l'actualité imposent, nous proposons que le congrès décide  
 44 d'une campagne permanente pour une autre utilisation de l'argent. Nous voulons faire gran-  
 45 dir la contestation radicale des critères de rentabilité imposés par le patronat, les action-  
 46 naires, les banques et les marchés financiers, en leur opposant le besoin d'une autre utili-  
 47 sation de l'argent pour l'emploi, la formation, la création de richesses dans les territoires, la  
 48 satisfaction des revendications sociales et des besoins écologiques.

49 Trois chantiers de cette campagne sur l'utilisation de l'argent nous semblent prioritaires :

50 ✘ la bataille budgétaire contre l'austérité, pour un fonds d'avance de 500 Md€ pour le budget  
 51 national, à 0 %, mobilisant le pôle public bancaire et financier français, pour développer les  
 52 dépenses d'emploi et de formation dans les services publics et leurs infrastructures ;

53 ✘ la bataille pour un Fonds européen solidaire pour les services publics, financé par la créa-  
 54 tion monétaire de la BCE, pour financer à 0 % les dépenses des États nationaux dévelop-

1 pant les services publics ; elle pourrait dans un premier temps commencer par une cam-  
 2 pagne nationale pour des pré-recrutements massifs assortis d'une période de formation à  
 3 l'hôpital, dans l'Éducation nationale, dans la recherche publique, dans les transports, dans  
 4 l'énergie, dans la justice, la police, etc.

5 ✘ la bataille pour développer la cotisation sociale et le financement de la Sécurité sociale, en  
 6 créant une cotisation sociale additionnelle sur les revenus financiers des entreprises et en  
 7 instaurant une modulation des cotisations sociales employeurs à la hausse pour les entre-  
 8 prises qui s'attaquent à l'emploi, aux salaires et aux dépenses de formation.

9 ✘ En parallèle, la nouvelle direction nationale a pour charge de mettre en place deux dis-  
 10 positifs pour une nouvelle industrialisation, et de les faire vivre, en associant militants et  
 11 élus : une cellule de veille et de contact sur les aides publiques aux entreprises, et une cellule  
 12 de veille, d'alerte et d'aide à la riposte face aux suppressions d'emplois et d'entreprises.

13 De telles batailles dans une stratégie du PCF comme vecteur du rassemblement et de l'unité  
 14 populaire contribueraient à construire le socle nécessaire au redressement de notre influence  
 15 et de nos forces organisées. Elles doivent permettre de mobiliser conjointement militantes et  
 16 militants, à l'entreprise et dans les localités, et élu·e·s communistes, dans la diversité de leurs  
 17 rôles respectifs et des moments politiques.

# 3. Rassembler pour gagner la bataille contre le capital

## 3.1 Rassembler le salariat et, avec lui, toutes celles et tous ceux dont le capital écrase les vies et compromet l'avenir

Dès lors que notre projet s'incarne dans une action politique pour ouvrir une issue à la crise de civilisation telle qu'elle affecte la vie de nos concitoyennes et concitoyens dans le monde d'aujourd'hui, une question se pose, celle des forces sociales capables d'imposer sa réalisation.

La classe ouvrière proprement dite - celles et ceux qui produisent des marchandises en transformant la nature par leur travail - représente une part importante du salariat moderne mais ce sont surtout les autres couches salariées qui se sont accrues en nombre : employés, techniciens, ingénieurs, cadres, chercheurs, enseignants, soignants, dont les contributions à la création de richesses, pour être moins directes, ne sont pas moins décisives dans les sociétés contemporaines.

Les formes actuelles de la lutte des classes portent la marque de deux transformations majeures qui ont affecté nos sociétés depuis cinquante ans. La première résulte de la crise de suraccumulation durable à laquelle ont cherché à répondre en catastrophe différentes formes de dévalorisation de capital. Les grandes concentrations ouvrières du milieu du XXe siècle ont été remplacées par des réseaux instables et mondialisés de grands groupes industriels et de services, fortement dépendants des marchés financiers, et tenant dans leur propre dépendance des tissus de sous-traitants dont les salariés connaissent des statuts plus ou moins précaires, conçus pour briser les solidarités qui avaient fait la force des syndicats et des partis de gauche pendant l'essor du capitalisme monopoliste d'État.

La deuxième source de transformation dans les rapports de classes réside dans la révolution technologique informationnelle. Après le remplacement massif de la main des travailleurs et des travailleuses par les machines-outils, trait distinctif de l'essor conjoint de la révolution industrielle et du capitalisme, ce sont maintenant certaines opérations de l'esprit humain que des machines viennent remplacer. Désormais, produire, c'est toujours agir sur la matière pour la transformer, mais c'est, de façon prépondérante, et pour le plus clair du temps d'une majorité des travailleurs, agir sur des informations. Il y a là un potentiel révolutionnaire énorme, car les capacités humaines tendent à devenir décisives.

La crise actuelle tend à la fois à diviser les différentes catégories de salariés, et à les soumettre à des sorts semblables. D'une part en précarisant, en pressurant, jusqu'aux agents des services publics (soignant.e.s, enseignant.e.s, chercheur.se.s), en mettant en insécurité les travailleurs « sans papier » faute de régularisation, et en prolétarisant jusqu'aux cadres malgré l'accès à certaines parcelles du pouvoir économique que leur donne leur statut. D'autre part, en accroissant le besoin de formation tout au long de la vie jusque pour les catégories d'ouvriers et d'employés antérieurement considérées comme les moins qualifiées. Dans toutes les couches du salariat se cherche une capacité nouvelle à contester concrètement les logiques capitalistes dans les gestions d'entreprises, avec de nouveaux critères d'efficacité économique, sociale et écologique, et une capacité à articuler cette contestation à celle des dominations liées au genre ou à l'origine géographique, nationale, ou culturelle.

En dominant et en aliénant toute la société et toutes les catégories sociales, le capital fonde le combat de classe. Il s'oppose à leur plein développement, émancipé. Sa domination se traduit dans les coûts qu'il fait supporter à la société, dans ses pouvoirs et dans sa logique de rentabilisation financière, qui est de ramener tout à une valeur marchande à rentabiliser. Ce faisant, il travaille à intégrer à sa logique de multiples couches sociales, depuis les cadres supérieurs, qu'il tente de rendre dépendants des revenus financiers, jusqu'aux auto-entrepreneurs, en passant par tout le travail d'intégration des salariés à son idéologie et le développement mondial des fonds de pension à partir de l'épargne des salariés.

Réunir ces différentes « fractions » est une bataille politique concrète, engageant au premier chef la responsabilité d'un parti révolutionnaire, dans un affrontement contre tout ce que fait

1 le capital pour entretenir les divisions. À ce titre, il faut une régularisation globale des travail-  
 2 leurs sans papiers sur simple preuve de la relation de travail. Un titre de séjour doit autoriser  
 3 le travail aux demandeurs d'asile pendant la période d'instruction de leur dossier pour sortir  
 4 ces citoyens de la précarité extrême et indigne, exposés à la surexploitation capitaliste. Leur  
 5 parcours professionnel doit être sécurisé en lien avec notre proposition de sécurité d'emploi  
 6 et de formation.

### 7 **3.2 Un apport communiste pour fonder l'unité à gauche** 8 **sur un projet transformateur**

9 Nous voulons transformer radicalement la société. Pour cela, nous conjugons luttes et ac-  
 10 tion dans les institutions, concertations entre intéressés et mise en pratique de projets trans-  
 11 formateurs, résistance et construction, rapport de forces social et d'idées, avec construction  
 12 politique. Nous le faisons sans nous enfermer dans les institutions, sans les contourner non  
 13 plus. Et nous voulons changer les institutions.

14 Notre présence dans les institutions a pour unique objet de faire avancer les transformations  
 15 sociales, d'y faire avancer tout ce qui peut avancer. Lorsque nous y sommes minoritaires,  
 16 elle est aussi un moyen de porter une parole et de faire connaître nos idées, notre projet,  
 17 comme dans une chambre de résonance. Elle a aussi pour but de résister aux mauvais coups  
 18 et de les révéler, voire de révéler les positions de nos adversaires. Chaque fois que nous pou-  
 19 vons construire des majorités qui permettent des transformations nous nous y attelons. Elles  
 20 peuvent montrer, notamment dans les collectivités où nous avons la responsabilité de gérer,  
 21 la pertinence du projet communiste et de notre gestion. En cela notre présence, quelle que  
 22 soit sa forme, doit viser à faire avancer la bataille d'idées.

23 C'est pour tout cet ensemble de raisons que nous nous présentons aux élections. Les cam-  
 24 pagnes électorales sont elles-mêmes un temps fort de la bataille d'idées à laquelle nous affir-  
 25 mons qu'il est indispensable que nous participions. Encore plus pour les élections présiden-  
 26 tielles, car elles sont profondément structurantes du rapport de forces politique de notre pays.

27 Cela nous conduit à mener de front présence communiste et politique d'union, de rassemble-  
 28 ment. Un rassemblement à la fois populaire et de forces politiques.

29 La gauche est capable de créer une dynamique de changement, comme elle l'a montré dans  
 30 notre histoire, avec les grandes conquêtes de 1936 et de la Libération en 1944-46. Elle est  
 31 aussi capable d'échouer dans son ambition de transformation, même avec un élan populaire  
 32 comme en 1981 ou en 1997-2002, voire d'y renoncer comme avec François Hollande en 2012-  
 33 2017. Mais ses valeurs de progrès, son ancrage au syndicalisme et dans le mouvement social  
 34 et ouvrier, son humanisme et son internationalisme font qu'elle a été encore été capable de  
 35 créer une dynamique inespérée empêchant en 2024 le RN d'obtenir la majorité à l'Assemblée  
 36 nationale. De même, aux récentes élections municipales, des alliances sur une base claire ont  
 37 pu, dans un certain nombre de cas, mettre en échec le RN et la droite réactionnaire.

38 Mais la faiblesse de la gauche et l'espace électoral occupé par l'extrême-droite obèrent grande-  
 39 ment les perspectives de réponse positive aux souffrances et aux colères de nos concitoyennes  
 40 et concitoyens. Pour sortir de l'impasse, l'expérience a prouvé qu'il ne suffit pas de dénoncer  
 41 le danger de l'extrême-droite, ni de démasquer la démagogie du Rassemblement National.

42 Il faut proposer une perspective politique ancrée dans les luttes, qui, en retour, leur donne la  
 43 force et la confiance nécessaires pour l'emporter sur le capital. Cette perspective ne peut pas  
 44 être la répétition des expériences de 1981, de 1997, encore moins de 2012. Leur échec, tout  
 45 particulièrement face aux questions économiques, au « mur de l'argent », a fortement contri-  
 46 bué à l'ascension de l'extrême-droite. La gauche doit renouveler profondément son logiciel,  
 47 dépasser la coupure entre la gestion des entreprises et de l'économie, abandonnée au capital,  
 48 et une action de l'État réduite à une correction des excès du capitalisme, de moins en moins  
 49 efficace à mesure que la crise s'approfondit.

50 C'est au prix de cet effort qu'elle pourra être à la hauteur de l'attachement à la démocratie et  
 51 à l'unité qui demeure profondément ancré dans notre peuple.

52 Favoriser cet effort de renouvellement de la gauche, le faire réussir pour qu'elle s'en prenne  
 53 « à la racine » des difficultés, est de la responsabilité du Parti communiste. Sa bataille d'idées  
 54 mais aussi son engagement dans l'action, dans les luttes sociales, dans les mobilisations pour  
 55 l'égalité, contre les discriminations, pour la paix et la fraternité entre peuples. Car c'est dans

1 l'action que les rapports de forces se construisent, que les consciences progressent, que les  
2 divisions se surmontent.

3 Affronter les échéances électorales de 2027, c'est donc engager dès à présent les débats et  
4 les luttes sur les grandes exigences sociales et écologiques incontournables, ainsi que sur les  
5 moyens financiers et pouvoirs indispensables à la réponse à ces exigences. Cela va de pair  
6 avec une bataille politique publique sur ce qui devrait figurer dans un programme de gouver-  
7 nement pour 2027.

### 8 **3.4 Affirmer la présence du projet communiste** 9 **dans les batailles électorales de 2027**

10 Pour y parvenir, nous avons besoin que « les gens », que le mouvement social, que le mou-  
11 vement des idées, s'emparent de ces idées transformatrices. C'est le sens d'une candidature  
12 communiste à l'élection présidentielle de 2027 : une candidature porteuse d'un programme  
13 en phase avec le projet communiste, avec l'ambition d'inscrire les batailles d'aujourd'hui dans  
14 le mouvement d'une société où doivent commencer à prédominer les capacités humaines, le  
15 vivant, la démocratie et non le capital, l'accumulation et les monopoles. Ce que nous appe-  
16 lons le début d'une transition socialiste.

17 Cette candidature sera un levier pour réveiller l'espoir à gauche et dans les mouvements so-  
18 ciaux, et pour faire naître une dynamique politique nouvelle

19 Il nous faut faire avancer, en parallèle, débat public, luttes et discussions de travail avec tous  
20 nos partenaires à gauche, voire avec le mouvement syndical qui a été partie prenante du NFP.  
21 Ce ne sera pas facile, mais il n'est pas d'autre voie. Cela concerne aussi bien la campagne  
22 présidentielle de 2027 que les élections législatives qui sont susceptibles de lui succéder. Une  
23 éventuelle négociation législative ne peut intervenir qu'après un travail avec nos partenaires  
24 sur des éléments communs de programme. Elle doit permettre à nos candidates et candidats  
25 à ces élections législatives de porter cette dynamique sur l'ensemble du territoire, contraire-  
26 ment à ce qui s'est produit aux deux précédentes élections législatives.

27 Toutes les dispositions seront prises pour que les communistes aient de bout en bout la maî-  
28 trise de cette séquence électorale.

29 Une conférence nationale, à l'automne, désignera notre candidate ou notre candidat à l'élec-  
30 tion présidentielle, et fixera les grandes orientations de son programme. Une seconde, au  
31 début de l'année 2027, évaluera les effets de la dynamique que nous aurons créée et décidera  
32 des moyens à mobiliser pour favoriser au maximum le développement de cette dynamique  
33 compte tenu des risques et des opportunités qui se manifesteront à ce moment politique.

34 C'est ainsi que nous pourrons conjuguer l'indispensable apport communiste et l'esprit de  
35 responsabilité qui est le nôtre face au danger tangible d'accès de l'extrême-droite au pouvoir  
36 exécutif. C'est ainsi que nous préparerons tout à la fois les deux éventualités : résistance et  
37 construction.

# 4. Faire du PCF le parti révolutionnaire dont notre société a besoin au XXI<sup>e</sup> siècle

4 Résister et construire, face à la dureté et à la complexité de la situation actuelle, exige un  
 5 parti communiste efficace car capable de comprendre et d'agir pour porter un projet de trans-  
 6 formation radicale à tous les niveaux. Cela suppose une claire évolution de ses modes de  
 7 fonctionnement, d'organisation et de direction, un véritable renouveau démocratique. Un  
 8 renouveau qui s'incarne d'abord dans le développement massif de la formation à partir des  
 9 avancées théoriques marxistes de ces dernières décennies, jusqu'à reconstruire une école du  
 10 parti. Sur cette base, serait refondée l'action militante communiste articulant visée théo-  
 11 rique et pratique politique de terrain ce qui passe non seulement par soutenir les luttes mais  
 12 par les initier à partir de nos propositions originales sur l'emploi, l'utilisation de l'argent, les  
 13 nouveaux pouvoirs de l'entreprise à la cité... C'est de cet échange permanent que se crée la  
 14 capacité d'engendrer des transformations révolutionnaires.

15 C'est, dans l'immédiat, ce qui permet de dépasser les tensions et les risques d'émiettement de  
 16 l'activité militante, en unissant les communistes autour d'une cause, d'un projet de transfor-  
 17 mation de la société élaboré et décidé en commun.

## 18 4.1 Un parti qui réfléchit collectivement

19 Pour agir face aux bouleversements absolument inédits qui agitent notre société, nous nous  
 20 trouvons dans une situation comparable, par certains aspects, à celle où se trouvaient les  
 21 fondateurs du marxisme au moment où la domination du capitalisme s'imposait à la faveur  
 22 de la révolution industrielle.

23 Cela doit nous conduire à nous inspirer de la méthode qu'ils ont alors inaugurée : assimiler  
 24 de façon critique les avancées les plus contemporaines de la recherche et des réflexions sur les  
 25 sociétés humaines en les confrontant à l'expérience concrète de la lutte des classes.

26 C'est pourquoi la créativité de notre collectif militant dans l'exercice d'un marxisme vivant  
 27 est plus indispensable que jamais. Nous pouvons faire fond, dans ce domaine, sur un riche  
 28 patrimoine théorique, depuis la « bolchevisation » du Parti dans les années 1920 et 1930  
 29 jusqu'aux novations qui ont permis au PCF, à partir des années 1960, de dépasser les dogma-  
 30 tismes de la doctrine soviétique officielle.

31 Les moyens à mettre en œuvre à cet effet répondent donc à la nécessité de prendre au sérieux  
 32 les enjeux théoriques et leur lien étroit avec notre action pratique dans la société. La maxime  
 33 de Lénine selon laquelle « il n'y a pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolution-  
 34 naire » demeure vraie plus que jamais.

### 35 4.1.1 Des commissions en apport à l'élaboration politique

36 Les commissions nationales contribuent à fédérer des communistes de tous horizons autour  
 37 d'une thématique commune alimentée par l'expertise militante de multiples fédérations. On  
 38 y confronte des compréhensions plurielles du réel aux meilleurs outils d'analyse possibles au  
 39 moyen d'une réflexion collective, à partir d'un socle théorique commun que l'on développe.

40 Il convient de traiter autrement l'articulation entre le travail intellectuel produit par les com-  
 41 missions avec la forme et le fond de nos campagnes nationales. La dictature de l'instantanéité a  
 42 certainement contribué à faire passer l'exercice communicationnel devant la réflexion de fond.

43 Le PCF doit notamment s'appuyer sur ses revues et bulletins de commission. Ils doivent être  
 44 renforcés et promus, y compris en dehors de nos rangs.

## 1 **4.1.2 La formation**

2 Il en va de même pour le secteur Formation. L'enjeu se situe autant à l'échelon de la forma-  
3 tion initiale des communistes que de leur formation continue, afin d'utiliser les bons outils  
4 théoriques pour analyser un monde réel en perpétuel mouvement, sous l'effet de contradic-  
5 tions qu'il convient de repérer et de lire au regard des enjeux de notre temps.

6 La formation des dirigeants et responsables, bien identifiée aujourd'hui comme un enjeu  
7 politique, doit être à la hauteur de cet enjeu, autant par la qualité de son contenu théorique  
8 que par les moyens qui lui sont consacrés. L'ambition de construire un parti révolutionnaire  
9 de notre temps justifie la création d'une école de formation, tirant le meilleur parti de l'ex-  
10 périence historique des écoles du PCF, et des moyens financiers et pédagogiques disponibles  
11 dans la société contemporaine.

## 12 **4.2 Un parti organisé pour agir dans** 13 **la société et dans les institutions**

14 L'unité du Parti, réalisée autour d'un projet révolutionnaire répondant aux contradictions du  
15 monde contemporain, a favorisé une nouvelle visibilité du PCF et a suscité des adhésions is-  
16 sues d'une nouvelle génération de militantes et militants. Cependant, le nombre d'adhérents  
17 continue globalement de décliner, le maintien d'un nombre significatif d'élus grâce à des  
18 stratégies d'alliances ne compense pas la réduction de notre influence qui se confirme élec-  
19 tion après élection, et la vie du Parti est traversée, au niveau local ou départemental comme  
20 au niveau national, de multiples tensions.

21 Ne faut-il pas voir là les signes de ce qu'on pourrait appeler une crise du Parti, non pas au sens  
22 de difficultés insurmontables mais au contraire comme la recherche d'un dépassement de la  
23 contradiction entre un projet politique très novateur d'une part, et, d'autre part, une struc-  
24 ture et des pratiques qui doivent, elles aussi désormais, prendre en compte ce caractère nova-  
25 teur ? De même que la faillite de la Deuxième Internationale, au début du siècle dernier, avait  
26 conduit, au fil d'une évolution non exempte de tâtonnements et de corrections progressives,  
27 à l'apparition d'un type nouveau de parti révolutionnaire, de même avons-nous aujourd'hui  
28 la tâche de mobiliser de façon novatrice l'immense patrimoine théorique et pratique de notre  
29 Parti au service d'une ambition révolutionnaire pour notre temps.

30 Ce chantier est pour l'essentiel devant nous, c'est-à-dire devant tous les communistes qui  
31 auront à réfléchir collectivement aux dispositions à prendre pour le mener à bien. Ce texte  
32 se contente de proposer quelques grands principes qui pourraient, pensons-nous, contribuer  
33 à ces réflexions.

### 34 **4.2.1 Agir à l'entreprise, en première ligne contre le capital**

35 Un trait distinctif des partis communistes est leur présence organisée sur les lieux de travail,  
36 là où le combat de classe affronte le pouvoir du capital en son cœur : l'utilisation de l'argent  
37 pour exploiter les êtres humains, piller la nature et soumettre la production et toute la société  
38 à sa soif inextinguible de rentabilité. C'est le moyen pratique de combler la coupure entre  
39 économique et politique.

40 Nous avons fait d'une relance de l'implantation du Parti à l'entreprise une orientation ma-  
41 jeure de nos derniers congrès. Les difficultés que nous rencontrons pour la mettre en œuvre  
42 dans la réalité de ce que sont devenus l'économie et monde du travail nous obligent à prendre  
43 en compte toute la dimension stratégique de cette orientation.

44 L'action en direction des entreprises n'est pas un simple complément d'une activité politique  
45 structurée par les échéances électorales. Elle ne doit pas se limiter à l'expression d'un soutien  
46 aux luttes syndicales, ni à la diffusion d'un discours politique général, si nécessaire soient-  
47 elles. Le but est de participer à la bataille politique intense dont les entreprises sont le siège  
48 en alimentant concrètement les mobilisations sociales par des arguments et des initiatives  
49 porteurs d'une logique de développement de l'emploi, de la formation, de conquête de pou-  
50 voirs par les salariés, contre les logiques capitalistes de rentabilité.

51 Cette orientation concerne l'ensemble de l'activité du Parti et ne se réduit pas à la création  
52 de cellules d'entreprises. Mais nos formes d'organisation en sont un aspect important. Elles

1 peuvent faire appel à toute la souplesse que permettent nos statuts en partant de la réalité de  
 2 la situation du Parti comme de l'évolution des formes d'activités et des modes de production,  
 3 en favorisant en particulier la création de réseaux nationaux de communistes d'une même  
 4 entreprise, d'un même groupe ou d'un même service public. Mais aussi, dans les zones d'ac-  
 5 tivités économiques, plutôt que d'attendre l'éclosion spontanée de communistes, l'implanta-  
 6 tion de cellules ou de sections de zones à partir de camarades des directions départementales  
 7 ou de sections voisines devrait permettre de se rapprocher des entreprises et du vécu de leurs  
 8 salariés. L'affirmation de notre présence politique serait le moyen de tisser avec eux des liens  
 9 nouveaux dans le but de faire entrer la politique à l'entreprise.

### 10 **4.3 Agir contre le capital, du local au mondial**

11 La force du PCF est son réseau militant organisé au plus près des lieux de travail et d'habita-  
 12 tion, sans équivalent dans les autres partis malgré notre affaiblissement.

13 Les cellules et les sections font connaître directement à nos concitoyennes et concitoyens  
 14 notre projet et nos interventions dans l'actualité politique, tout en procurant à l'ensemble  
 15 du Parti une connaissance fine des réalités sociales et de la façon dont nos concitoyennes et  
 16 concitoyens les vivent.

17 Elles sont les lieux essentiels où s'élaborent les idées et les décisions du collectif agissant que  
 18 nous constituons. C'est sur cette intercréativité, en phase avec le projet d'un dépassement des  
 19 délégations de pouvoir dans le champ politique comme dans le champ économique et dans  
 20 le champ culturel, que peut se construire la cohérence et l'efficacité d'un Parti communiste  
 21 de notre temps.

22 Elles doivent pouvoir jouer ce rôle en disposant d'une grande autonomie d'initiative, ce qui  
 23 nécessite une grande souplesse dans les formes d'organisation, et une intense vie démocra-  
 24 tique pour favoriser l'élaboration, l'appropriation et la mise en œuvre créative par tous les  
 25 communistes de nos orientations et de notre projet. Les dispositions esquissées au 39ème  
 26 congrès pour renforcer l'exercice par les communistes de leur souveraineté, au niveau local,  
 27 au niveau départemental et au niveau national doivent déboucher sur des avancées pratiques.  
 28 En particulier, le recensement précis des forces militantes susceptibles d'être mobilisées sur  
 29 les lieux de travail doit faire partie des toutes premières priorités du travail d'organisation  
 30 dans les fédérations et au niveau national ;

31 Dans cette dynamique, la dimension politique majeure du niveau régional, lieu de pouvoir  
 32 décisif des groupes capitalistes et de l'administration, doit être prise en compte.

#### 33 **4.3.1 Féminisme et lutte contre les violences sexistes et sexuelles**

34 La révolution féministe fait partie des bouleversements qui nous changent en changeant le  
 35 monde dans lequel nous voulons agir.

36 Dans notre fonctionnement, au-delà de ce qui reste à faire pour réaliser formellement la pa-  
 37 rité de nos instances, sa prise en compte rend possible de passer à une étape supérieure dans  
 38 la prise en charge par les femmes de toutes les responsabilités politiques à tous les échelons,  
 39 de la cellule à la direction nationale. Pour cela, il faut relier notre analyse de la situation spé-  
 40 cifique des femmes dans notre société, qui peut les éloigner de l'engagement militant (cumul  
 41 du travail salarié et du travail domestique, revenus moindres, etc.), à des actions concrètes  
 42 dans notre fonctionnement (d'une réflexion sur les horaires de réunions ou des modes de  
 43 garde interne par exemple, à la politique de formation des cadres), mais aussi par la mise  
 44 en avant de la révolution féministe au cœur de notre projet sans en faire un sujet « sociétal »  
 45 secondaire : place centrale donnée aux services publics, à l'égalité salariale, à la sécurité d'em-  
 46 ploi ou de formation, un parti acteur et force de proposition du mouvement pour les droits  
 47 des femmes, des luttes contre les violences sexistes et sexuelles... comme constitutif de notre  
 48 projet d'émancipation de l'ensemble de l'humanité.

49 De même, au-delà des efforts réalisés pour bannir de notre fonctionnement les violences  
 50 sexistes et sexuelles ou les manifestations d'homophobie, une étape nouvelle est à franchir  
 51 pour prendre en compte l'abolition de toutes les discriminations comme un objectif constitu-  
 52 tif du projet communiste et, par voie de conséquence, de notre action politique quotidienne.

### 1 **4.3.2 Jeunesse**

2 Bien que les fondements de l'exploitation des plus jeunes soient les mêmes que pour toutes  
3 les générations, ils sont accentués par des mécanismes qui accentuent les clivages et ren-  
4 forcent les inégalités : contrats d'intérim, services civiques, stages mal - ou non - rémunérés,  
5 apprentissage, etc.

6 Dans ce contexte, le Mouvement Jeunes Communistes de France et sa branche étudiante,  
7 l'Union des Étudiants Communistes ont pour objectif d'organiser les jeunes en partant de  
8 leurs réalités quotidiennes et de leurs aspirations au changement afin de faire le lien avec  
9 les enjeux du combat de classe et de les ancrer dans les lieux de vie, d'étude et de travail.  
10 L'indépendance de l'organisation de jeunesse constitue à ce titre un choix stratégique pour  
11 les communistes

12 Le PCF travaille donc avec le MJCF dans une complémentarité nourrie par des échanges  
13 permanents et fraternels, à l'ensemble des échelons des deux organisations.

### 14 **4.4 Le PCF et les institutions**

15 L'affaiblissement de notre base électorale et de notre organisation a fait de la présence des  
16 élus communistes une condition de l'existence institutionnelle du Parti, de ses moyens fi-  
17 nanciers, de sa visibilité pour la population.

18 Parallèlement, la reconnaissance de l'autonomie d'action des élus dans l'exercice de leur  
19 mandat est un acquis irréversible. Il reste à mieux faire de cette action une contribution au  
20 mouvement d'ensemble pour la transformation de la société et pour rassembler les forces qui  
21 peuvent y contribuer. Il nous faut dépasser la coupure entre le Parti et les élus communistes.

22 Des élu.e.s qui ainsi placé.e.s dans une nouvelle relation avec leur parti, pourront disposer du  
23 soutien des directions à chaque niveau et les nourrir de leurs expériences.

24 Une perspective qui suppose un nouveau type de direction nationale.

### 25 **4.5 Des instances pour animer l'action collective**

26 Un parti agissant, uni autour d'un projet donnant sa force et sa cohérence à l'engagement de  
27 ses membres, a besoin d'une direction plus resserrée au sein de laquelle les divers niveaux  
28 d'initiatives et de prises de décisions soient clairement identifiés et transparents.

29 Pour jouer véritablement son rôle de direction et d'orientation politique, le conseil national a  
30 besoin de se réunir sur un temps plus long afin de prendre le temps de la prise de décisions,  
31 d'en assurer le suivi tout en garantissant leur conformité aux orientations de congrès. Il devra  
32 également consacrer à chacune de ses séances un temps de débat à partir d'un travail présen-  
33 té par les commissions thématiques afin que le fruit de celui-ci devienne la propriété de tout  
34 le parti et un axe de son intervention. Des temps de travaux de réflexion de groupe avec une  
35 restitution collective pendant le CN peuvent permettre la mise en œuvre de nos décisions.  
36 Chaque membre de la direction nationale a un rôle à jouer. Notre fonctionnement doit lui  
37 en donner les moyens.

38 Le comité exécutif national doit systématiquement s'assurer que les décisions prises en CN,  
39 en conférence nationale, en congrès soient respectées et restent fidèles à leur visée initiale.  
40 Il doit jouer pleinement son rôle d'exécution effective d'orientations fixées collectivement.  
41 Ne faudrait-il pas instaurer un rapport d'activité au congrès avec des points d'étape réguliers  
42 présentés devant le CN ?

43 Toutefois, avec ses quarante membres, ses réunions espacées, le CEN, tel qu'il est conçu ac-  
44 tuellement, ne peut pas assumer ses fonctions de direction opérationnelle.

45 C'est pourquoi il conviendrait de gagner en transparence, en légitimité et en responsabilité  
46 politique avec la création d'une instance restreinte, un secrétariat, à parité, désigné par le  
47 CN pour garantir la collégialité de la prise de décision au sommet et préserver notre Parti du  
48 présidentielisme qui caractérise l'ensemble du système politique français.

49 De manière générale, il conviendrait de réduire les effectifs du CEN et du CN et de fonder  
50 leur composition sur la diversité des secteurs d'expertise et l'implication militante en veillant  
51 à ce que les diverses sensibilités soient intégrées.

## 1 4.6 Communication

2 La communication nationale du parti doit être au service de la bataille d'idées à partir des  
3 contenus de transformation dont il est porteur en même temps qu'une aide précieuse à l'ac-  
4 tion de terrain.

5 L'ambition de notre projet communiste, loin de le rendre inaccessible à nos concitoyennes et  
6 à nos concitoyens, nous donne au contraire une multitude de façons d'en faire percevoir la  
7 cohérence à partir des préoccupations quotidiennes de chacune et de chacun. C'est elle qui  
8 nous identifie dans la bataille idéologique. D'où le besoin qu'elle ne soit pas élaborée de façon  
9 autonome par rapport aux instances nationales où sont élaborées ces mêmes idées.

10 C'est à un progrès radical dans ce sens que devraient être consacrés les efforts déployés pour  
11 faire connaître et identifier l'expression publique du Parti sur les multiples supports de com-  
12 munication dont la révolution informationnelle fait un terrain stratégique de la bataille  
13 politique.

14 Cela met à l'ordre du jour une réflexion sur la création la mise en place d'un média vidéo web,  
15 diversifié et politique, attractif dans la forme.

16 Vecteurs de diffusion de nos idées, les moyens de communication nationaux ne se substi-  
17 tuent pas au contact direct avec les adhérent.e.s, avec les citoyennes et les citoyens à l'en-  
18 treprise comme dans la cité. En cela les publications locales - tracts, journaux de section, de  
19 fédération, intervention dans les médias locaux - sont irremplaçables.

20 CommunisteS qui pour l'essentiel, relaie des informations nationales, doit voir sa ligne édi-  
21 toriale évoluer afin de devenir vraiment un outil de partage et d'échange d'expériences et  
22 d'informations entre communistes.

23 L'existence de *L'Humanité* demeure précaire. Pour une part déterminante, elle tient au sou-  
24 tien militant et financier des communistes. Nombreux sont celles et ceux qui s'interrogent  
25 au regard du contenu de ce journal. Est aujourd'hui posé l'enjeu d'un journal communiste de  
26 notre temps, tout à la fois d'information, d'analyse au service de la diffusion des idées com-  
27 munistes en même temps qu'espace d'échanges et d'ouverture au débat d'idées. Cela passera  
28 par un nouveau type de relations, à inventer, entre les communistes et *L'Humanité* dans le  
29 respect de l'indépendance journalistique.

## 30 4.7 Finances, moyens

31 Dans notre visée communiste, les finances et les moyens organisationnels sont conçus  
32 comme des outils au service des luttes, du monde du travail et de l'action politique pour faire  
33 partager notre projet de transformation de la société.

34 Ils ne constituent pas une fin en soi, mais un levier collectif permettant de soutenir les mo-  
35 bilisations, de renforcer l'organisation militante, de diffuser les idées communistes et de  
36 défendre les intérêts des travailleurs. En ce sens, ils sont décisifs et exigent un effort de l'en-  
37 semble du Parti.

38 Dans un souci constant de transparence, la solidarité et la mutualisation des ressources y  
39 occupent une place centrale.

40 Dans cette perspective, les finances sont mises au service de l'éducation populaire et de la  
41 formation des militant.e.s, de l'ancrage local et du soutien aux luttes sociales, avec l'objectif  
42 constant de renforcer notre capacité d'intervention auprès du monde du travail et dans l'en-  
43 semble de la société. L'action des communistes dans les entreprises dans les lieux de vie et  
44 leur expression en direction des salariés doit être une priorité dans l'attribution des moyen  
45 financiers et de communication.

# Conclusion

1

2 En adoptant ces orientations, nous ne passons pas à autre chose jusqu'au prochain congrès,  
3 nous accomplissons un acte politique qui nous engage. C'est l'ambition révolutionnaire de  
4 ces orientations qui fonde notre unité, qui nous procure une boussole pour agir dans un  
5 monde chaotique. C'est elle qui va nous donner la force, dans les luttes quotidiennes et dans  
6 les péripéties de la vie politique, de viser en toutes circonstances un cap : la construction  
7 d'une civilisation libérée de l'exploitation et de toutes les formes d'oppression et de domina-  
8 tion. La force d'agir en pratique pour ouvrir le chemin socialiste vers un monde radicalement  
9 différent de l'ordre existant. En un mot, la force d'être un Parti communiste du XXI<sup>e</sup> siècle.

# Signataires

**ADAMI** Jean-Pierre (25) · **ALBAYRAK** Alihan (92) · **ALLENOU** Jean (65) · **ANCONA** Albert (66) · **ANDUJAR** Georgette (69) · **ANDUJAR** Michel (69) · **ANTON** Christine (47) · **ANTON-IBANEZ** Monique (47) · **ARTIGUES** Aurore (65) · **ASSANTE** Pierre (13) · **ASEDO** Nathalie (75) · **AUCKENTHALER** Isabel (91) · **AZAM** Jacques (13) · **BALAY PERNET** Élodie (39) · **BALAY** Francis (39) · **BALAY** Valia (41) · **BALENSI** Rodolphe (92) · **BALLUT** Paule (92) · **BAQUET-CHATEL** Françoise (25) · **BARRE** Corinne (94) · **BARRUOL** Gildas (59) · **BARRUOL JAEGLE** Agnès (59) · **BASSENNE** Gilles (25) · **BASSET** Jean-Pierre (26) · **BATION** Loïc (69) · **BAUER** Pascal (25) · **BAUER** Stéphane (95) · **BAUQUIER** Jacques (25) · **BEAUPAIN** Patrice (89) · **BENEDETTO** Anne (25) · **BESSON-SOUBOU** Dominique (41) · **BEYKHOUCHE** Malika (26) · **BLAISE** Jacky (88) · **BLAISE** Sandra (88) · **BLASCO** Dany (47) · **BLASCO** Manuel (18) · **BLOCH** Isabelle (64) · **BOCCARA** Frédéric (92) · **BOLLA** Alain (83) · **BOUCHU-VOUGAZ** Maryse (69) · **BOUKHALFA** Pierre (74) · **BOURGEOIS** Pascal (25) · **BOYER** Jacques (69) · **BOYER** Nadia (84) · **BREDA** Jean-Pierre (13) · **BRONES** Olivier (75) · **BRULÉ** Alfred (35) · **BRULÉ** Dylan (83) · **BURET** Jacques (65) · **CAILLOUX** Gisèle (92) · **CAILLOUX** Jean-Louis (92) · **CANTEGREIL** Julien (65) · **CARD** Michel (25) · **CAUVIN** Jean-Claude (04) · **CHAMBON** Jean (69) · **CHAMBON** Jeannine (69) · **CHAPET** Claude (66) · **CHAPET** Jean-Michel (93) · **CHARPY** Michel (25) · **CHENUET** Gérard (92) · **CHEVALIER** Bertrand (90) · **CHEVALIER** Christian (26) · **CHILA** Michèle (83) · **COHEN-SOLAL** Marc (75) · **COLLARD** Danielle (69) · **COLLAS ESCAICH** Marianne (83) · **CONDETTE** Franck (26) · **CORDELLIER** Christian (75) · **CORVAISIER** Jean-Louis (37) · **CORVASCE** Pierre (13) · **COUQUEBERG** Bernard (90) · **COUQUEBERG** Josette (90) · **CUCCIETTI** Sylviane (26) · **CUNET NAZAIRE** Dorisse (90) · **DALLEST** Alain (13) · **DASPRES** Claudine (83) · **DASPRES** Pierre (83) · **DAVID** Jean-Pierre (86) · **DE MAISTRE** Philippe (77) · **DE SIMONE** Alfred (26) · **DEBARGES** Viviane (26) · **DELAHAYE** Annie (25) · **DELBOS** Gilles (22) · **DELEAZ** Daniel (69) · **DELEAZ** Ghislaine (69) · **DELORME** Christelle (69) · **DEMURIN** Claude (92) · **DENAPE** Thalia (75) · **DENIS** Patrick (25) · **DEVISMES** Joëlle (94) · **DIMICOLI** Yves (75) · **DIRRINGER** Jean-François (77) · **DOP** Annick (26) · **DOULAUD** Thierry (91) · **DUBRAY** Michel (47) · **DUCLOS** Daniel (75) · **DUPARC** Jean-Yves (93) · **DURAND** Denis (75) · **DURAND** Jean-Louis (86) · **DURAND** Jean-Marc (26) · **DURELLI** Giuseppe (83) · **FAINZANG** Claude (75) · **FAINZANG** Fabien (75) · **FAINZANG** Nathalie (72) · **FANGET** Alain (69) · **FARESSE** Robert (26) · **FERRANDES** Jean-Pierre (69) · **FICHTEN** Dominique (31) · **FORNACIARI** Bruno (13) · **FORTASSIN** Claire (75) · **FOURNEL** Jean-Christophe (71) · **FREDON** René (83) · **FRITZ** Lucien (88) · **FROISSARD** Nadine (88) · **FROISSARD** Roger (88) · **GABAY** Pascal (75) · **GABAY** Pascale (75) · **GALIMARD** Béatrice (25) · **GALLIAN** Liliane (95) · **GARÇON** Catherine (69) · **GARDANT** Jean-Jacques (07) · **GARGANI** Marie Claude (13) · **GAUD** Myriam (26) · **GAUTHERON** Sébastien (71) · **GENIN** Dominique (70) · **GÉRARD** Francis (90) · **GÉRENTON** Robert (26) · **GERMAIN** Sébastien (88) · **GERNER** Denis (83) · **GERNER** Martine (83) · **GIGANTE** Sylvain (90) · **GILLARD** Regine (13) · **GIRARDET** Bruno (26) · **GLEMET** Alain (83) · **GOSSELIN** Bertrand (54) · **GOSSELIN** Didier (38) · **GRENIER MERICO** Nicole (26) · **GRESSARD** Joël (71) · **GRÉVOUL** Roger (30) · **GRUNER** Michel (88) · **GUILLOT-PERES** Corinne (91) · **GUYARD** Stéphane (14) · **HAKEFOST** Quentin (70) · **HAMAN** Christiane (69) · **HAMAN** Jean (69) · **HENRY** Annie (25) · **HENRY** Jeanne (25) · **HENRY** Michel (25) · **HERRERO** Christian (92) · **HERRERO** François (92) · **HIMBER** Philippe (83) · **HUTTTL** Paul (83) · **IBER** Mathias (90) · **ISRAEL** Jean-Pierre (75) · **JAN** Colette (91) · **JEANMOUGIN** Pascal (25) · **JOLY** Pascal (89) · **JOLY** Sandra (90) · **JOURDAN** Denise (25) · **JOURDAN** Jean (25) · **KATCHADOURIAN** Michel (30) · **KHAYI** Nadine (31) · **KRIEF** Jean-Paul (07) · **KRIER** Vincent (75) · **KURTOVIC** Hase (25) · **L'HOPITALULT** Nathalie (93) · **LACHAUD** Pascal (65) · **LAFAURIE** Anne (89) · **LAMBOLEZ** Nicole (88) · **LAMPLE** Roberto (91) · **LANTERI** Jacqueline (83) · **LARIDAN** Claude (69) · **LAURENT** Dominique (26) · **LAZAR** Annette (70) · **LAZAR** Gilles (70) · **LE RESTE** Didier (75) · **LEBEAU** Alain (86) · **LEBOEUF** René (90) · **LEDOUX** Yves (76) · **LEJEUNE** Luc (75) · **LEJEUNE** Sylviane (91) · **LESNIEWSKI** Denis (26) · **LESNIEWSKI** Janine (26) · **LÉVEILLÉ** Christine (75) · **LORMIER** Dominique (39) · **LUCAS** Yvette (66) · **MAGNON** Marcel (26) · **MALAVAL** Gisèle (10) · **MALAVELLE** Fabrice (88) · **MARCHAND** Laurent (13) · **MARIN** René (83) · **MAROLOTT** Éric (48) · **MARQUE** Sébastien (75) · **MARRET** Jean (33) · **MASSON** Virginie (77) · **MATHEVET** Marie-Claire (83) · **MATHEVET** William (83) · **MAUREL** Alain (13) · **MAUREL** Chloé (75) · **MAZELIER**

Michèle (26) · **MEISTER** Jacques (90) · **MERICO** Joël (26) · **METTAIS** Patrice (92) · **MICAT** Dominique (86) · **MILLIEN** Serge (91) · **MILLS-AFFIF** Catherine (75) · **MIQUEL** Delphine (94) · **MIQUEL** Marine (75) · **MOLLARD** Jean-Louis (26) · **MONNIER** Gérard (25) · **MONTANGON** Maryse (33) · **MOREL** Charles (25) · **MOREL** Françoise (25) · **MOREL** Inès (25) · **MOREL** Mathieu (25) · **MORIN** Geneviève (91) · **MORIN** Jean-François (34) · **MUSSET** Melvin (37) · **NAZABAL** Marie-Carmen (64) · **NIRONI** Monique (83) · **ODENT** Bruno (75) · **OLIVIER** Pascale (88) · **OLMEDA** Yolaine (83) · **ORTIZ** Marie-Claude (25) · **PALAT** Jean (31) · **PAQUET** Didier (83) · **PASQUET** Bruno (24) · **PELLETIER-MITTENAERE** Delphine (94) · **PENSIER** Guillaume (48) · **PERES** Corinne (69) · **PERILLAT** Franck (94) · **PERRIER** Roland (91) · **PIERRE** Philippe (93) · **PIERRUT** Dominique (94) · **PIRROTTINA** Louis Michel (13) · **PIRROTTINA-LE SCANFF** Jacqueline (13) · **PLACIDET** Alain (75) · **PORTAZ** Maryse (70) · **PRADEAU** Jean-Claude (92) · **PROTEAU** Michel (26) · **PRUVOST** Michel (13) · **PSAUME** Mariline (25) · **QUINTANA** Aurélien (18) · **RAACH** Catherine (92) · **RACINET** Thierry (26) · **RAFFAELLY** Jan (29) · **RAUCH** Frédéric (47) · **RAUSHER** Jean (90) · **REBY** Josy (69) · **RÉGNAULT** Régis (64) · **RÉMOND** Frédéric (21) · **RENARD** Denis (11) · **RENAULD** Jean-Louis (83) · **RÉOLID** Vincent (92) · **REYNAUD** Frédérique (69) · **RICHARD** Jean-Jacques (88) · **RICHARD** Jean-Pierre (25) · **RIVAT** Mireille (93) · **RIVOALAN** Jacqy (35) · **ROBERT** Lolie (75) · **ROCHET** Isabelle (26) · **ROGIER CARD** Danielle (25) · **ROLDAN MUÑOZ** Carlos (26) · **ROLLAND** Martine (75) · **ROSATI** Vincent (69) · **ROUCH-PASQUET** Thérèse (24) · **ROUSSEL** Dominique (13) · **SAINT-PATRICE** Alain (69) · **SAJID** Mama (57) · **SALADIN** Michel (07) · **SCHEH** Daniel (77) · **SENGAYRAC** Bernard (33) · **SEVENIER** Béatrice (26) · **SEVENIER** Jean-Claude (26) · **SEYVE** Claude (26) · **SEYVE** Michel (26) · **SIMON** Eloi (92) · **SIRERA** Michel (83) · **SOULARD** Sylvain (29) · **SPIESS** Didier (69) · **STURARO** Michel (92) · **TARRAGO** Roger (69) · **TAUBER** Lise (94) · **TEJAS** Patricia (84) · **TERNANT** Evelyne (25) · **TERNANT** Muriel (90) · **THANNEUR** Murielle (90) · **THOMAS** Jacques (94) · **TOURNEBISE** Alain (75) · **TOURNIER** Michel (25) · **TOUZIN** Jean-Marie (93) · **UMUT** Guven (93) · **VALLET** Bernard (07) · **VANDER HEYM** Évelyne (93) · **VASLET** Jean-Claude (69) · **VENEL** Gérard (13) · **VIALARD** Germaine (26) · **VIDAL** Christian (94) · **VIDAL** Jocelyne (93) · **WOZNICA** Thomas (90)